

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

PGC**Charleval Halle Ferroviaire**

Ancienne Halle Ferroviaire

27380 CHARLEVAL

DEKRA Industrial
39, rue Raymond Aron

76137 MONT ST AIGNAN CEDEX

Tél. 02.99.86.72.12

Fax

Affaire n° : 54078268**Coordonnateurs SPS**

Conception : JEROME PETIT

Réalisation : LAURENT ROULLAND

Modifications et évolutions

<i>Date</i>	<i>Indice</i>	<i>Modifications apportées</i>
23/04/2024	A	Version initiale
29/11/2024	B	Màj PGC phase PRO

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

Sommaire

Préambule.....	5
Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....	6
Présentation du projet	6
• Description succincte du projet.....	6
• Situation géographique	6
• Description synthétique de l'environnement	6
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	6
Intervenants concernés par l'opération	7
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS,	7
• Organismes institutionnels de la prévention	8
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage	8
Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS	9
Description de l'environnement et des servitudes.....	9
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins	9
• Par rapport aux piétons	9
• Le portail et les portes d'accès au chantier seront fermés et verrouillés pendant les périodes d'inactivité du chantier.	9
• Par rapport aux établissements en activité	9
• Par rapport aux interdictions de survol	10
• Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)	10
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier	10
• Rappel des distances minimales de sécurité par rapport aux lignes électriques aériennes.....	10
• Par rapport au terrain (la terre, l'eau...).....	11
• Par rapport à la nature du sol	11
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	12
• Amiante.....	12
• Plomb.....	12
Découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante en cours de travaux	13
Accès au chantier	13
• Véhicules et personnel	13
• Fléchage - Signalétique d'accès.....	14
• Signalisation.....	14
• Affichage.....	14
• Panneau de chantier	14
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	15
• En cas de difficulté pour évincer le ou les intrus ou de comportement agressif, l'appel au force de l'ordre est à privilégier	16
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	17
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier	17
• Infrastructures de chantier.....	19
• Protections collectives.....	19
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux	19



Installations de chantier	20
• Plan d'installation de chantier	20
• Composition de la base vie	20
• Travaux préparatoires à l'installation de chantier :	21
• Recherche des zones d'installation du cantonnement	21
• Clôtures	22
• Pompage des Eaux.....	22
• Etat des lieux avant travaux	22
• Stockage des Terres	23
• Affectation des installations de chantier pour chacune des phases	23
• Dimensionnement du cantonnement	23
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel	23
• Secours.....	23
• Nettoyage et entretien du cantonnement	24
Autorisations administratives et démarches diverses	24
Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent	25
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales	25
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage	27
• Généralités.....	27
• Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)	27
• Grues mobiles :	28
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules :	28
• Vérification des appareils et des accessoires de levage	29
• Autorisation de conduite.....	29
• Limitation du recours aux manutentions manuelles	29
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement	29
Approvisionnements, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux.....	30
• Approvisionnements.....	30
• Magasins	30
• Stockage des bouteilles de gaz pour les travaux d'étanchéité	30
• Stockage des hydrocarbures.....	31
• Protection de l'environnement	31
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres	31
• Evacuation des déchets	31
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux	32
• Matières et substances dangereuses	32
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier.....	32
Organisation du chantier	32
Protections collectives	33
Travail en hauteur	36
Travaux de démolition	38
Travaux de terrassement / VRD.....	39
Travail sur couverture et toiture.....	41
Travaux a l'intérieur du bâtiment.....	43
Travaux en hauteur sur façade	44
Travaux comportant le recours à des appareils de levage	45



Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la TBT et travaux à proximité de lignes électriques	46
Travaux en hauteur à réaliser à l'aide de nacelle	47
Installation électrique de chantier	53
Mesures prises en matière d'interactions sur le site	54
Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier	56
Respect des contraintes du site	56
• Horaires de chantier imposés	56
• Horaires et contraintes de livraisons	56
Site en exploitation	56
• Risque incendie	56
• Tabac	57
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus	57
Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant	58
Nettoyage du chantier	58
• Règles générales de nettoyage du chantier	58
Démarche environnementale, tri des déchets	58
Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière	60
Organisation des secours	60
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST)	60
Infirmier	60
Dispositions en cas de travail isolé	61
Risque incendie	61
Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants	62
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage	62
Visite d'inspection commune	62
Etablissement d'un PPSPS	63
Diffusion des PPSPS	63
Observations du coordonnateur SPS	64
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour	64
Mise à jour du PGC	64
Sous-traitant	65
Travailleurs Indépendants	65
Travail dissimulé	65
Prêt de main d'oeuvre	66
Recensement des accidents du travail	66
Annexe(s)	67
• - Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage	67



Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTB.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).



Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

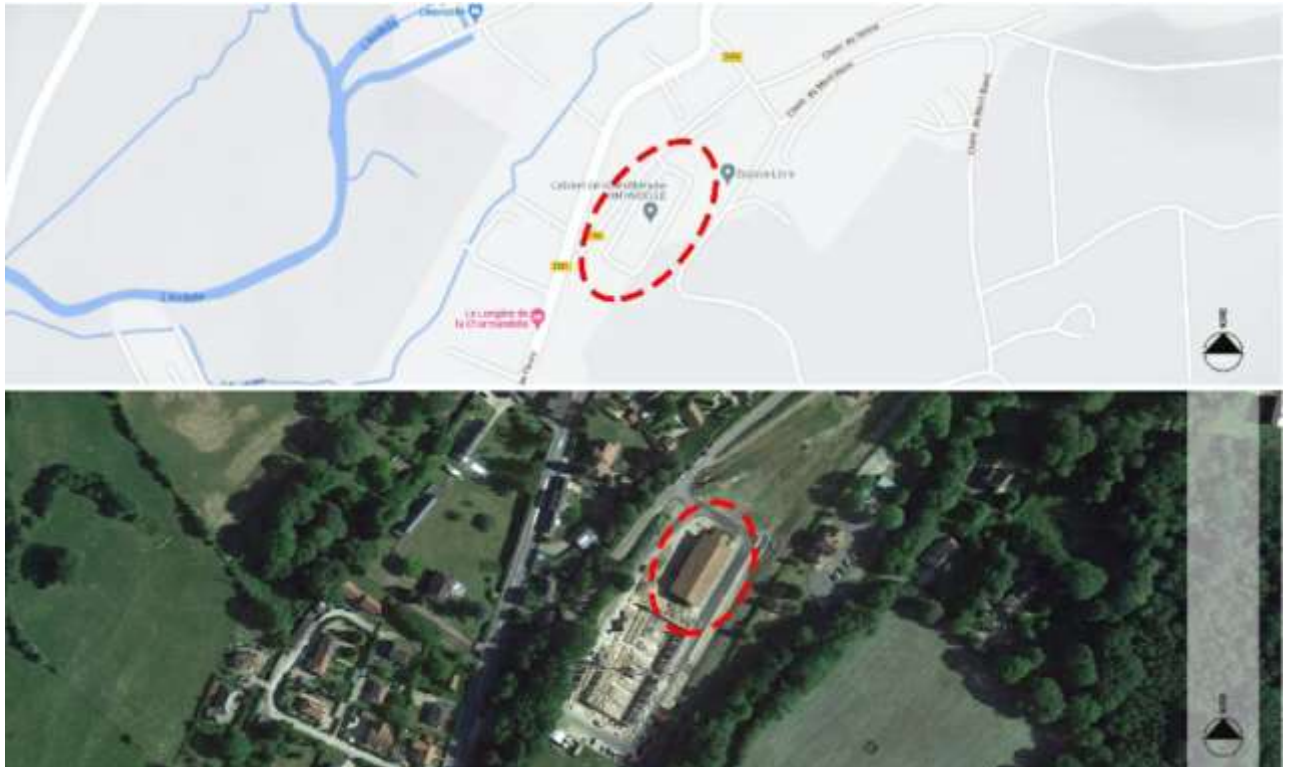
PRESENTATION DU PROJET

Description succincte du projet

Le présent projet concerne la Réhabilitation d'une ancienne halle ferroviaire en salle associative et culturelle - Rue du CATELIER - 27380 CHARLEVAL

Situation géographique

Le projet se situe rue du CATELIER sur le site de l'ancienne gare de CHARLEVAL et à proximité directe d'un pôle médical de la commune.



Description synthétique de l'environnement

Les travaux se situent à proximité des habitations riveraines les plus proches sont situées au nord-ouest, au nord-est et à l'ouest du site. Les premières habitations au sud-est du projet sont situées à une distance supérieure à 250 m. Les premières habitations au sud du projet sont en grande partie masquées par le bâtiment de santé. .

Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Le chantier est prévu pour une durée globale de 14 mois, aucune date démarrage n'est arrêtée à rédaction du PGC.

INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION**Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...**

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

Maître d'ouvrage

COMMUNE DE CHARLEVAL 1 Place du General de Gaulle 27380 CHARLEVAL	M DST CHARLEVAL - SERVIE TECHNIQUE	+33 2 32 49 01 32 +33 2 32 48 01 89 rst@charleval.net
---	---------------------------------------	---

Maître d'œuvre

NCL ARCHITECTES 4, rue de France 27120 PACY SUR EURE	Agence	agence@ncl.archi
--	--------	------------------

Maître d'œuvre

NCL ARCHITECTES 4 Rue de France 27120 PACY SUR EURE	M. Emmanuel LOISEL	02.32.26.00.36 02.32.51.99.04 e.loisel@ncl.archi
	M. Eric MARTIN	02.32.26.00.36 e.martin@ncl.archi

NCL ARCHITECTES 4, rue de France 27120 PACY SUR EURE	M. Cyril COQUENTIN	c.coquentin@ncl.archi
--	--------------------	-----------------------

	M. Thomas ANGENAULT	02.32.26.00.36 t.angenault@ncl.archi
--	---------------------	---

Assistant Maîtrise d'ouvrage

CUBIK AMO 36, voie Bernard Chédeville 27100 LE VAUDREUIL	M VAN HULLE	02 85 29 17 76 contact@cubik-amo.fr
--	-------------	--

DEKRA 39 Rue Raymond Aron CS 70406 76137 MONT ST AIGNAN CEDEX	M. Laurent ROULLAND	02 35 12 83 20 02 35 12 07 54 laurent.roulland@dekra.com
--	---------------------	--

Coordonnateur SPS

DEKRA Industrial ACT CSPS NORMANDIE 39, rue Raymond Aron 76137 MONT ST AIGNAN CEDEX	Titulaire : C : JEROME PETIT R : LAURENT ROULLAND Suppléant : C : STEPHANE LEROY R : JEROME PETIT	02.99.86.72.12 jerome.petit@dekra.com
--	--	--



Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
INSPECTION DU TRAVAIL - EURE		
Boulevard Georges Chauvin 27000 EVREUX	INSPECTION DU TRAVAIL	02.32.24.86.73 02.32.24.86.95
CARSAT		
Avenue du Grand Cours 76028 ROUEN CEDEX 1		02.35.03.58.21 02.35.03.58.29 prevention@carsat-normandie.fr
O.P.B.T.P		
Immeuble La Marseillaise 8 rue Martin Luther King 14280 SAINT CONTEST	OPPBTP	02.35.60.03.91 02.35.60.74.98 normandie@oppbtp.fr

Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.

- ↳ LOT 01 – Démolition – Gros œuvre
- ↳ LOT 02 – Traitement des façades
- ↳ LOT 03 – Charpente bois & métallique
- ↳ LOT 04 – Couverture – Zinguerie
- ↳ LOT 05 – Menuiseries extérieures aluminium – Métallerie
- ↳ LOT 06 – Isolation – Doublage - Cloisons – Faux plafonds
- ↳ LOT 07 – Menuiseries intérieures
- ↳ LOT 08 – Revêtements de sols – Revêtements muraux
- ↳ LOT 09 – Peinture
- ↳ LOT 10 – Electricité courants forts & courants faibles
- ↳ LOT 11 – Plomberie – Chauffage – Ventilation
- ↳ LOT 12 – VRD – Aménagements extérieurs



Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

Toutes les illustrations et/ou images présentées pour l'élaboration de ce PGC ne sont pas contractuelles.

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

Les travaux se déroulent à proximité immédiate d'une maison de Santé qui resteront en activité pendant la durée des travaux.

Les circulations du site sont à sens unique, aussi il sera demandé de limiter au maximum la coactivité avec les zones utilisées par l'ensemble des usagers du site. L'accès au chantier devra se faire par la barrière existante.

Les livraisons, évacuations, démolitions, installations de chantier... devront être réalisés autant de fois que possible en dehors des horaires de forte coactivité du site.

Par rapport aux piétons

Le chantier est bordé par une clôture existante. Celui-ci devra rester en permanence clos et indépendant.

Le chantier sera entièrement clos et interdit au public. Des cloisons provisoires étanches et clôtures de chantier seront mises en place à la charge de l'entreprise titulaire du LOT 1 GROS OEUVRE.

La circulation des véhicules et piétons devra être maintenue aux abords du chantier durant les travaux. A cet effet Chaque lot devra prévoir au besoin la mise en place d'une signalisation travaux adaptée et déviation piétonne.

L'entrepreneur devra assurer à tout moment le maintien de cheminements piétons d'une largeur minimum de 1,40m hors d'obstacle, le sol sera nivelé (émergence de 2cm maximum) avec un matériau circulaire permettant le passage des PMR.

Chaque lot devra prévoir sur un support pédagogique la fourniture et mise en œuvre de signalisation piétonne provisoire à l'entrée/sortie de chantier, les liaisons piétonnes de substitution sur une carte du quartier, les accès commerces...

L'Entrepreneur devra prendre toutes les mesures utiles propres à assurer la sécurité des piétons et usagers de la chaussée et de son personnel

Les zones dites de travaux seront identifiées par des affichages de sécurité et ou des cloisons provisoires.

Au droit des accès aux zones de travaux devront être mise en place des affichages de type "Chantier interdit au public" et "Port des EPI obligatoire sur les clôtures de chantier.



Le portail et les portes d'accès au chantier seront fermés et verrouillés pendant les périodes d'inactivité du chantier.

Par rapport aux établissements en activité

Le parking du site à proximité du chantier restera en activité pendant la durée des travaux.

Un plan de circulation et d'accès au chantier devra être établi par le Maître d'œuvre pour limiter au maximum la gêne pour l'exploitation du parking notamment au niveau des accès à la zone de travaux.

Une signalisation travaux sera à mettre en place en amont et aval de l'accès au chantier.

Par rapport aux interdictions de survol

En aucun cas les charges levées par les engins de levage ne devront survoler les voies ouvertes à la circulation publique, ni les bâtiments existants.

Interdiction absolue de survol par tout type d'appareil de levage de ligne SNCF, ligne électrique ou établissement d'enseignement. Gestion des interférences entre les grues installées sur le chantier. Prendre connaissance des conditions météo notamment lors des vents forts. (Echelle d Beaufort). Le vent est considéré comme intempérie lorsque sa vitesse est supérieure à 60km/heure



Nota : Le positionnement des engins de levage devra tenir compte des réseaux aériens et souterrains du site.

Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)

Il n'est pas prévu de déviation de circulation pouvant entraîner une modification des circuits de transports en commun.

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Les entreprises prendront connaissance des réseaux existants par l'intermédiaire des D.I.C.T. à déposer auprès de chaque concessionnaire.

Avant toute intervention de dépose et de démolition, le Lot Gros Œuvre devra obtenir l'ensemble des PV de consignation du bâtiment existant à réhabiliter... Concernant les réseaux d'électricité, l'entreprise devra également réaliser une VAT (Vérification d'Absence de Tension)

L'entreprise devra également faire la demande auprès du Maître d'Ouvrage pour obtenir les numéros de DT.

La présence de plusieurs réseaux (électrique, gaz, ...) ayant été indiqués, des sondages manuels seront impérativement réalisés avant le début des travaux. Un piquetage matérialisera leur cheminement.


Le Lot Gros Ouvre aura à sa charge la consignation des réseaux électriques existants.

Le Lot Gros Ouvre aura à sa charge la consignation des réseaux gaz et plomberie existants.

Les D.I.C.T. sont obligatoires avant tout démarrage de chantier, quelle que soit la nature des travaux. Il est indispensable d'être en possession de toutes les réponses aux D.I.C.T. ainsi que les plans, pour connaître la présence ou non de réseaux et canalisations.

Obligation d'avoir l'Attestation AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux) pour tous les compagnons travaillant à proximité des réseaux (AIPR Opérateur, Encadrant, Concepteur)

Le marquage-piquetage est obligatoire avant le démarrage des travaux, afin d'éviter tout endommagement des réseaux et ainsi pouvoir démarrer les chantiers dans le respect de la réglementation "anti-endommagement" et garantir la sécurité des intervenants et de la population

	<p>Avant intervention sur des parties sous tension, consignation électrique des appareils et équipements concernés.</p> <p>Habilitation électrique au sens de la publication UTE C 18-510, obligatoire pour le personnel intervenant sur des installations électriques. Le niveau de l'habilitation électrique est adaptée en fonction de la nature de l'intervention.</p> <p>N.B : Selon le décret 88 – 1056 du 14 novembre 1988, avant une intervention sur des installations ou partie d'installation pouvant induire un risque pour les opérateurs, il est nécessaire d'effectuer une consignation, ceci dans le but de mettre en sécurité une situation de façon à ce qu'aucune modification ne soit possible dans l'action volontaire de tous les intervenants.</p>
---	---

Rappel des distances minimales de sécurité par rapport aux lignes électriques aériennes

Article R4534-108 du nouveau code du travail.

- L'employeur qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informe auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations. Au vu de ces informations, l'employeur s'assure qu'au cours de l'exécution des travaux les travailleurs ne sont pas susceptibles de

s'approcher ou d'approcher les outils, appareils ou engins qu'ils utilisent, ou une partie quelconque des matériels et matériaux qu'ils manutentionnent, à une distance dangereuse des pièces conductrices nues normalement sous tension, notamment, à une distance inférieure à :

1° **Trois mètres** pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions, en valeur efficace pour le courant alternatif, existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est **inférieure à 50 000 volts** ;

2° **Cinq mètres** pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions, en valeur efficace pour le courant alternatif, existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est **égale ou supérieure à 50 000 volts**.

Par rapport au terrain (la terre, l'eau...)

Le démarrage des travaux ne pourra s'effectuer qu'après la mise en place des clôtures de chantier, la signalisation travaux suivant le plan de circulation et plan d'installation de chantier établi par le Lot Gros Œuvre en cohérence avec le projet de plan d'installation de chantier établi par le Maître d'Œuvre.

Par rapport à la nature du sol

Il y a lieu de consulter le rapport géotechnique afin de vérifier la nature du sol et la présence éventuelle d'eau.

Par rapport à la circulation automobile

Les entreprises devront tenir compte de la circulation

Tous les véhicules circulant sur la route pour les besoins d'une intervention devront être équipés :

- D'un gyrophare extérieur orange ;
- De bandes de signalisation rouges et blanches, réalisées à l'aide de films homologués ainsi qu'une plaque parfaitement visible sur l'arrière du véhicule « SERVICE ».



Par rapport aux alertes en cas de risques majeurs

La Métropole de ROUEN propose de bénéficier du dispositif « Risques majeurs » pour être alertés par SMS, appel téléphonique et courriel en cas d'événement naturel ou technologique.




Le dispositif « Risques majeurs » peut être déclenché dans les cas suivants :

- Risques naturels : inondation, tempête, orage, submersion marine, viabilité hivernale, canicule/grand froid, mouvements de terrain... ;
- Risques technologiques : accident industriel, transport de matières dangereuses, ouvrages hydrauliques, nucléaire... ;
- Risques sanitaires : pollution réseau d'eau potable, pollution environnementale, épidémie, pandémie... ;
- Risques pyrotechniques : déminage ;
- Risques cyber : cyber attaque ;
- Risques terroristes : opération de police ;
- Déclenchement de sirènes intempestif ou réel ;
- Gestion de crise : déclenchement du plan communal de sauvegarde ;
- Exercices.

Inscription aux SMS d'alerte Risques



PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

	<p>Amiante</p> <p>Le RAAT du 28/03/2023 ne fait pas état de présence d'amiante dans la hall ferroviaire sur la base des zones visitées.</p> <p>Le local 1 et 2 n'ont pas fait l'objet de repérage. Un repérage supplémentaire devra être réalisé.</p>
	<p>Plomb</p> <p>Le CREP sous la référence PBREPAV-E1995157-2301 28 mars 2023 a mis en évidence la présence de plomb.</p> <p>- Pour mémoire ci-dessous quelques dates relatives à la nécessité de réaliser le diagnostic plomb.</p> <div data-bbox="512 779 1305 965"><p>The diagram shows a timeline with four colored boxes representing different periods and their corresponding lead diagnosis requirements:</p><ul style="list-style-type: none">1949 (Orange box): Sur toutes les unités de diagnostic impactées par les travaux.1974 (Blue box): Uniquement sur :<ul style="list-style-type: none">• les supports métalliques peints,• les unités de diagnostic impactées par les travaux destructifs.1994 (Green box): Uniquement sur les unités de diagnostic impactées par les travaux destructifs.1994 (Light orange box): Le diagnostic n'est pas nécessaire.</div> <p>L'entreprise devra impérativement prendre connaissance de l'ensemble des rapports joint au PGC par le Maître d'Ouvrage.</p>

DECOUVERTE DE MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE EN COURS DE TRAVAUX

Il résulte de l'article R4412-107 du Code du Travail que « l'employeur informe le donneur d'ordre de toute présence d'amiante mise en évidence lors de l'opération »

Les travaux de curage / réhabilitation / fouille à proximité de canalisation enterrée EU/EE doivent être réalisés par des compagnons formés au risque amiante.

La découverte d'éventuelle présence d'amiante au cours des travaux pose le problème de la qualité du repérage initial effectué par le donneur d'ordre. Celui-ci peut voir sa responsabilité engagée du fait de l'insuffisance de certains repérages. Dans ce cas, il convient de stopper les travaux, de faire réaliser des prélèvements complémentaires pour lever le doute et, en cas de présence d'amiante avéré, reprendre toute la démarche d'évaluation des risques.

En sa qualité de maître d'ouvrage, le donneur d'ordre a l'obligation d'évaluer les risques inhérents aux travaux qu'il projette, afin de s'assurer la sécurité et de protéger la santé des personnes qui interviendront sur le chantier, de la population avoisinante et des futurs intervenants ou occupants des locaux. L'évaluation des risques de l'opération relie les résultats du repérage et de sa mise à jour à la nature des travaux à réaliser.

En cas de pollution, il faut impérativement procéder à un nettoyage approfondi de la zone concernée, puis effectuer une mesure d'empoussièrement, afin de vérifier que le seuil défini par le Code de la santé publique est respecté.



ACCES AU CHANTIER

Véhicules et personnel

L'accès au chantier se fera par la rue de la Gare à CHARLEVAL. L'ensemble des véhicules empruntera cet accès.

Toutes les entreprises devront se conformer aux instructions et aux schémas de circulation et de stationnement qui leurs seront communiqués au fur et à mesure de l'avancement des travaux, y compris aux éventuelles restrictions temporaires (phases de livraison ou de grutage).

Les accès du personnel au chantier et aux cantonnements seront clairement indiqués sur le plan d'installation de chantier.

Sur le chantier les voies de circulation piétonnes seront physiquement séparées des voies de circulation des véhicules et engins : un balisage des cheminements piétons sera mis en place et maintenu pendant toute la durée des travaux sur l'ensemble du chantier par le LOT 1 GROS OEUVRE.



Stationnement et circulation

Les voies de circulation et les zones de stationnement sont représentées sur le Plan de Principe d'Installation Chantier.

Toute remise en état suite à dégradation importante est à la charge de l'entreprise responsable des dégradations.

Il est rappelé que :

Approvisionnements et livraisons

La gestion du calendrier des livraisons sera assurée par le Maître d'œuvre. Les approvisionnements se dérouleront de la manière suivante :

Programmation de la livraison

L'entreprise qui prévoit un approvisionnement important ou volumineux devra en informer le MOA.

Livraison proprement dite

Le livreur se présente à l'entrée du chantier.

Le chef de chantier concerné vient réceptionner sa livraison à l'entrée du chantier, à l'heure programmée.

Le chef de chantier accompagne le livreur jusqu'à la destination finale de la livraison avec la mise en place de chef de manœuvre pour le guidage et le déchargement.

Fléchage - Signalétique d'accès

L'accès au chantier se faisant par le site en exploitation par la maison de santé, l'itinéraire d'accès devra être fléché de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible de détériorer les voiries existantes. Le fléchage sera mis en place, entretenu et déplacé par l'Lot Gros Oeuvre.

Une limite de vitesse devra être établie sur le site.

Une signalisation d'accès au chantier sera mise en place par l'Lot Gros Oeuvre, chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

Signalisation

Le chantier devra être balisé et signalé, une signalisation travaux devra être mise en place en amont et aval du chantier. Une signalisation lumineuse complémentaire pourra être demandée par la Maîtrise d'Ouvrage en fonction du risque lié à la circulation routière.

Des panneaux de type « SORTIE DE CAMION », « TRAVAUX RALENTIR » et « ATTENTION TRAVAUX » seront mis en place au droit des zones de travaux, un panneau « STOP » sera mis en place en sortie du site.

Chaque engin et véhicules de chantier devra être munis de gyrophare. Chaque travailleur aura l'obligation de porter des vêtements de haute visibilité pendant la phase de terrassement (gilet rétro réfléchissant,...).

Dans le cas d'emprise des voies de circulation, l'entreprise devra mettre en place un alternat suivant les demandes formulées dans l'arrêté de circulations délivré par la Mairie et ou sur demande de la maîtrise d'Ouvrage.

Affichage

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC » au niveau des clôtures de chantier et cloisons provisoires.



Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous-traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique.

Panneau de chantier

L'entreprise générale GROS ŒUVRE aura à sa charge la fourniture et pose d'un panneau de chantier sur lequel figureront les coordonnées du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre ainsi que celles de toutes les entreprises intervenantes (y compris les sous-traitants éventuels).

Compris éléments de pose, mise à jour, entretien, contreventement et dépose en fin de chantier.



Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisées à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

Article du code du travail

Art. R. 4532-11 du code du travail

Le Coordonnateur veille, à ce que les Principes Généraux de Prévention définis aux articles L4531-1 et L4535-1 soient effectivement mis en œuvre.

Il exerce ses missions sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage.

Art. R. 4532-16 du code du travail

Le Coordonnateur prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Personnes autorisées

Préalablement à la mise en place de tout système de contrôle, il convient de définir qui sont « les personnes autorisées », nous vous préconisons de mettre au point une liste de groupes de personnes pour lesquelles l'accès au chantier sera possible, moyennant le respect d'un certain nombre de règles.

On peut dès lors classer ces groupes en trois familles (voir tableau A) :

Les personnes liées par contrat à la réalisation de l'opération.

Les personnes extérieures à la réalisation du chantier.

Les personnes autorisées par une disposition légale ou réglementaire.

Tableau A : Personnes autorisées à accéder au chantier

Personnes liées par contrat à la réalisation de l'opération (PAC)	Personnes extérieures à la réalisation du chantier (interférence)	Personnes autorisées par une disposition légale ou réglementaire
<ul style="list-style-type: none">• Maîtrise d'ouvrage• Maîtrise d'œuvre (dont OPC)• Coordonnateur de sécurité• Contrôleur technique	<ul style="list-style-type: none">• Chef d'établissement• Public dont : visiteurs / riverains...	<ul style="list-style-type: none">• DREETS : Inspection du travail• CARSAT• OPPBTP• Médecin du Travail
<ul style="list-style-type: none">• Entrepreneurs• Sous-traitants• Locataires *• Prestataires de services *	<ul style="list-style-type: none">• Services publics en régie directe ou déléguée dont : électricité, gaz, téléphonie, eau, assainissement...• Fournisseurs	<ul style="list-style-type: none">• Pompiers• Services de police• Gendarmerie...

NB* : Si les locataires et Prestataires de services sont intégrés dans le dispositif de la Loi de 93.

Le point impératif est de s'assurer que chacune des personnes présentes sur le chantier est en mesure de justifier de sa capacité d'appartenance à un de ces groupes autorisés sous conditions.

1. Les personnes liées par contrat à la réalisation de l'opération.

- Accès autorisé après la signature des contrats de Maîtrise d'œuvre :
 - Maîtrise d'ouvrage
 - Maîtrise d'œuvre (dont OPC)
 - Coordonnateur SPS
 - Contrôleur technique.
- Accès autorisé **après la IC (Inspection Commune)** et remise du PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) accompagné du listing du personnel :
 - Entrepreneurs et Sous-traitants,
 - Locatiers * et Prestataires de services *

2. Les personnes extérieures à la réalisation du chantier.

- Accès autorisé sur **rendez-vous et accompagné obligatoirement** du Responsable désigné pour cette mission :
 - Public dont : visiteurs riverains...
- Accès autorisé sur **rendez-vous uniquement** :
 - Services publics en régie directe ou déléguée dont : électricité, gaz, téléphonie, eau, assainissement...
 - Fournisseurs

3. Les personnes autorisées par une disposition légale ou réglementaire.

- Accès autorisé libre **et accompagné** par un responsable désigné de l'établissement:
 - Inspection du Travail, CARSAT, OPPBTP et médecin du travail
 - Pompiers
 - Services de police et Gendarmerie...

En cas de non-respect de ces règles d'autorisation d'accès et en cas d'accident la responsabilité des personnes, enfreignant ces dispositions, se verrait engagée.

Recommandations du CSPS :

Nous vous recommandons de mettre en place un dispositif d'identification individuel de type badge ou autre.

L'expérience prouve que cette forme de contrôle d'accès est opérante sur les chantiers clôturés.

Le Coordonnateur SPS n'est pas présent en permanence sur le chantier. Il s'agira donc, une fois que la procédure est mise en place, que chacun des partenaires du chantier la respecte, quitte à affecter à la charge d'une entreprise le gardiennage du site.

Au cas où il s'avérerait qu'une personne non autorisée se trouve présente sur le site, il appartiendrait soit au gardien du chantier, soit au Maître d'Œuvre en application de l'article 31.4.5 du CCAG travaux, de procéder à l'éviction de la personne en cause.

En cas de difficulté pour évincer le ou les intrus ou de comportement agressif, l'appel au force de l'ordre est à privilégier



Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

Port des chaussures de sécurité



Gants



Casque anti bruits



Casque



Lunettes de protection



Masque anti poussière



Port du vêtement de travail



Gilet rétro-réfléchissant



Harnais anti-chute



Nota : Les EPI sont à adapter en fonction des travaux à réaliser, l'utilisation du harnais anti-chute, n'est autorisé qu'en cas d'incapacité technique de mettre en place une protection collective.

UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

2.1 Articles du Code du Travail

R 4532-12

Le coordonnateur, au cours de la conception, de l'étude et l'élaboration du projet de l'ouvrage :

- 1° Elabore le plan général de coordination lorsqu'il est requis ;*
- 2° Constitue le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;*
- 3° Ouvre un registre journal de la coordination dès la signature du contrat ou l'avenant spécifique ;*
- 4° Définit les sujétions relatives à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques. Il mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui interviendront sur le chantier ;*
- 5° Assure le passage des consignes et la transmission des documents mentionnés aux 1° à 4° au coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.*

2.2 Fiche des domaines de compétences numérotés

Formations des coordonnateurs SPS selon l'arrêté du 26 décembre 2012

Compétences particulières à la coordination de conception – 42.

Prévoir l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

2.3 Mutualisation des moyens :

Extrait CARSAT SP 1127 11/19 – page 16

Définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage; des accès provisoires et des installations communes de chantier et mentionner, dans le PGC, leur répartition entre les différents corps d'état qui auront à intervenir sur le chantier.

Extrait CARSAT SP 1127 11/19 – page 18

Au cours des visites du chantier, veiller à l'application correcte des mesures de coordination SPS qui ont été définies dans le PGC ou les PPSPS ainsi que les procédures de travail qui interfèrent.

2.3 Assurance Maladie – Risques Professionnels

Extrait de la R477 – Chapitre 5 Mise en Commun des Moyens - Page 2

L'utilisation des moyens de transport et de manutention par plusieurs entreprises d'un site donné doit se faire selon des modalités de mise à disposition (cf. annexe 5) ou par la désignation d'une entreprise chargée de la logistique et de la conduite. Une véritable organisation logistique, mettant en œuvre des moyens mécaniques de transport et de manutention à toutes les phases de la construction, est indispensable pour le bon déroulement du chantier. Les enjeux de la logistique sont aussi économiques. En effet la part de main-d'œuvre actuellement affectée aux manutentions est de l'ordre de 40 % pour le second œuvre. Outre la diminution des maladies professionnelles et des accidents du travail liés aux manutentions d'une part et de la pénibilité des tâches d'autre part, la mécanisation apporte des gains de productivité et diminue les coûts. En cas de co-activité, les préconisations du coordonnateur et/ou du maître d'œuvre établies sous la responsabilité du maître d'ouvrage doivent prévoir l'organisation des moyens communs de transport et de manutention et les modalités d'installation et d'utilisation. Au stade de l'appel d'offres, l'entreprise s'assure que des moyens communs de transport et de manutention adaptés ont été prévus dans le PGC. À défaut, elle doit effectuer une demande au maître d'ouvrage dans le cadre de la loi de coordination SPS. Les modalités d'utilisation partagée de moyens communs sont définies en § 6.4

Dispositions communes MECM	Lot en charge de l'installation	Lot en charge de la maintenance et de l'entretien	Lot utilisateur
Installation de chantier	Lot 01	Lot 01	Utilisation par tous les lots
Base vie	Lot 01	Lot 01	utilisation par tous les Lots
Clôtures de chantier	Lot 01	Lot 01	Utilisation par tous le Lots
Entretien des installations	Lot 01	Lot 01	Utilisation par tous les Lots
Panneau de chantier	Lot 01	Lot 01	Utilisation par tous les Lots
Echafaudage de pied (R.408) convention de prêt	Lot 01	Lot 01	Utilisation Lot 02 / 03 / 04
Circulation verticale et horizontale	Lot 01	Lot 01	Utilisation par tous les Lots
Plateforme élévatrice mobile personne (PEMP) A définir	Lot	Lot	Utilisation Lot XX
Nettoyeur de bottes chantier	Lot 01	Lot 01	Utilisation par tous le Lots
Alimentation en Eau	Lot 01	Lot 01	Utilisation par tous les Lots



Alimentation en Electricité	Lot 01	Lot 01	utilisation par tous les Lots
Aire de stockage centrale à béton	Lot 01	Lot 01	Utilisation Lot 01

Infrastructures de chantier

Le Lot 01 Gros Œuvre aura à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier).

L'entreprise devra donc prévoir les amenées et replis des installations de chantier, clôtures suivant le phasage des travaux y compris toutes les suggestions de raccordement aux différents réseaux.

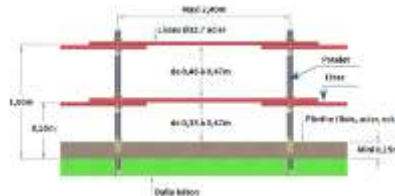
Protections collectives

Le Lot 01 Gros Oeuvre aura à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier au niveau des toitures et couvertures des bâtiments jusqu'à la fin des travaux sur ses zones y compris vérification couvertures, éléments de sorties de toitures, etc ...

Les protections collectives au niveau de la verrière seront à la charge lors de la mise en place de cette dernière (exemple filet de sous face)

Le Lot Gros Œuvre aura à sa charge la mise en place et l'entretien des protections collectives de chantier, notamment au niveau :

- Des différents planchers (protections collectives périphérique, en sous face et au niveau du vide du futur accès au CTA) Nota : La protection provisoire devra permettre le bétonnage des différents planchers et rester en place jusqu'à la pose des éléments définitifs.
- Toiture terrasse située au dessus du Hall. (protections collectives périphérique, en sous face et au niveau du vide du futur accès au CTA) Nota : La protection provisoire devra permettre le bétonnage des différents planchers et rester en place jusqu'à la pose des éléments définitifs.
- Des trémies et ou réservations en planchers.



VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de la réalisation
Aménagement de l'accès chantier y compris entretien et remise en état pendant toute la durée du chantier	Accès depuis la rue de la Gare	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Lot Gros Oeuvre
Aménagement de l'accès chantier y compris entretien et remise en état pendant toute la durée du chantier	Accès depuis la rue de la Gare	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Lot Gros Oeuvre
Aménagement de l'Accès aux Installations de Chantier	Accès depuis la rue de la Gare	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Lot Gros Oeuvre
Raccordement au réseau d'Eau Potable	Comptage à mettre en place pour le raccordement des installations de chantier. (pour chaque phase de	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Lot Gros Oeuvre



Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de la réalisation
	travaux)		
Evacuation des eaux usées	Sur attente ou mise en place d'une fosse étanche. (pour chaque phase de travaux)	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Lot Gros Oeuvre
Raccordement au réseau Electrique	Raccordement sur transformateur existant. (pour chaque phase de travaux)	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Lot Gros Oeuvre

INSTALLATIONS DE CHANTIER

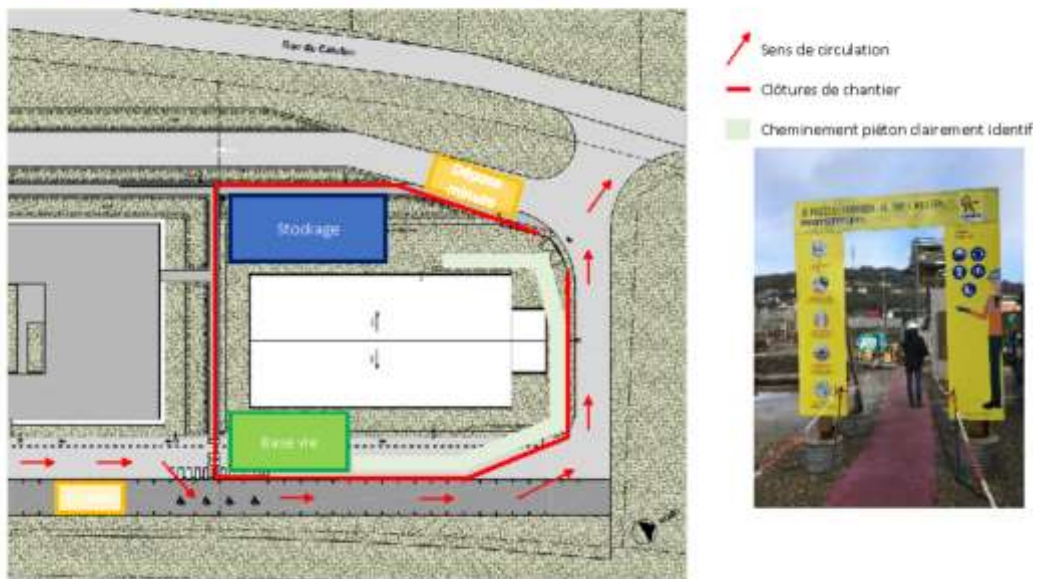
Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier sera établi par le Lot 01 Gros Oeuvre, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.

L'entreprise devra reprendre en le projet de PIC établi par le Moe en phase pour servir de base.

Proposition de PIC - Novembre 2024



Composition de la base vie

- ➔ Zone Sanitaire : comprenant, en nombre suffisant, douches (eau chaude, eau froide), WC, urinoirs, points d'eau (eau chaude, eau froide), production d'eau chaude, ... y compris sanitaire femme.
 - ➔ Zone Vestiaire : comprenant, en nombre suffisant, armoires métalliques individuelles, y compris vestiaires femme.
 - ➔ Zone Réfectoire : comprenant, en nombre suffisant, tables, chaises, réfrigérateurs, micro-ondes, chauffe plats.
 - ➔ Zone Bureau : comprenant, en nombre suffisant, table de travail et chaises.
- Les zones de stockage de matériaux seront physiquement séparées de la zone des cantonnements, y compris les zones d'accès à cette dernière (au moyen de clôtures provisoires).
- Le Titulaire doit également un éclairage extérieur permettant un accès sécurisé à ses cantonnements et zones de stockage.
- Les éventuels besoins en liaisons de télécommunication (réseau, téléphonie, ...) sont à la charge (fourniture, pose, abonnements, ...) de l'Lot Gros Oeuvre.
- Une ligne téléphonique fixe

- L'entreprise devra prévoir les mêmes installations d'hygiène indépendante en cas de présence de personnel féminin sur le chantier.

- Une salle de réunion pour 40 personnes, comprenant tables chaises, photocopieur, fax, ligne internet (compris abonnement et consommations), armoires pour les plans, casques, bottes, gilet fluo et panneaux d'affichages.

Les locaux devront être nettoyés journalièrement, chauffés, éclairés et adaptés en fonction de l'effectif du chantier.

La prestation comprend la mise en place, la fourniture des consommables (papier, savon essuie main) l'entretien, l'enlèvement et la remise en état du terrain en fin d'opération.

En dehors de la zone de base vie, aucune installation provisoire ne peut être implantée sans l'accord du Maître d'Ouvrage.

L'hébergement de toute personne est strictement interdit sur le site de l'opération, ainsi que tout type d'hébergement mobile (caravane, camping-car, autres).



Travaux préparatoires à l'installation de chantier :

Compte tenu de l'importance du chantier, les travaux de voirie chantier et attentes diverses : électricité, eau, évacuation seront réalisés en phase préparation des travaux.

La plateforme chantier et les accès seront traitées dès la phase préparation de manière à pouvoir l'utiliser dans le cadre des travaux pour l'installation de la base vie notamment pour le parking.

Adaptation et mise en place de l'ensemble des installations de chantier (cantonnements, sanitaires, alimentation électrique de l'ensemble du chantier, eau, raccordement au réseau EU, démarche auprès des concessionnaires) seront réalisés en phase préparation des travaux.

L'ensemble des barrières définissant les zones de chantier et les portails de chantier devront être mis en place avant tout démarrage de travaux par l'Lot Gros Œuvre.

Toutes les zones de chantier devront être sécurisées et inaccessibles au public.

Il sera impératif de rendre le chantier « clos et indépendant » pendant les périodes d'activité et d'inactivité

Recherche des zones d'installation du cantonnement

Le plan d'installation de chantier précisera pour chaque phase :

- L'emplacement du cantonnement de chantier (sanitaires, magasins, vestiaires, réfectoires).
- Le positionnement des clôtures de chantier par phase.
- Le positionnement du cheminement des piétons pour l'accès au groupe scolaire durant les travaux.
- Les installations complémentaires s'il y a lieu.
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.
- Descriptif du système anticollision si nécessaire.
- Aire d'assemblage de la charpente au sol s'il y a lieu.
- La position du panneau de chantier
- La position des bennes à déchets pour le tri sélectif.

Clôtures

Le chantier sera entièrement clos et interdit au public. Des clôtures seront mises en place : en périphérie de l'emprise des travaux pour chacune des phases de travaux, en limite de propriété, en limite de zone de travaux à la charge de le Lot Gros Œuvre.



Elle sera contreventée pour résister aux intempéries (vent, pluie, etc...) ; elle aura une hauteur de 2 mètres, étanche pour les travaux dans les bâtiments existants. Elle sera maintenue en état et déplacée suivant les différentes phases du chantier. Il sera réservé un emplacement pour la mise en place des circulations, des livraisons et des échafaudages.

L'entreprise organisera la sécurité des piétons avec mise en place de balisage et/ou de protection en tunnel si nécessaire, notamment aux entrées principales des bâtiments des protections seront mise en place au droit des angles saillants sur la clôture de chantier.

Le positionnement des clôtures du chantier et de l'organisation de ses accès devra être indiqué sur le plan d'installation de chantier et devra respecter rigoureusement les prévisions en la matière établies en accord avec la maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, le Pilote, le Coordonnateur Sécurité désigné à cet effet.

Les clôtures seront de types « Héras » liées entre-elles par des systèmes de fixation mécaniques. Sur ces clôtures seront affichés des panneaux « Chantier interdit au public »



L'entreprise réalisant les clôtures aura à sa charge les portails avec système de fermeture ainsi que l'entretien ou les déplacements éventuels des clôtures dans le cadre de modification de l'emprise des zones des travaux.

Nota : La signalisation travaux sera à la charge de le Lot 01 Gros Œuvre.

Pompage des Eaux

Le Lot Gros Œuvre devra prévoir le pompage éventuel des eaux pendant la durée du chantier.

Stockage des déchets amiantés

Le stockage des produits contenant de l'amiante devra être réalisé conformément à la réglementation.



Exemple de signalétique amiante



Etat des lieux avant travaux

L'Lot Gros Oeuvre aura à sa charge avant le démarrage des travaux, la réalisation d'un constat et état des lieux de l'ensemble des voiries, avoisinants et existants situées à proximité de la future construction

Stockage des Terres

Une partie des terres des différents terrassements sera stockée sur une zone définie sur le plan d'installation de chantier pour une réutilisation sur le site.

Les excédents de terres seront évacués à la décharge.

Affectation des installations de chantier pour chacune des phases

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

<i>Nature de l'installation</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Création de l'ensemble des voiries de chantier, y compris zones de parking	Existant	Existant
Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Réseaux divers existants à protéger (électricité)	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Obligation d'assurer la continuité de service vis-à-vis des locataires au niveau des installations sanitaires, eau, électricité	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Réseaux divers existants à protéger (plomberie, gaz, chauffage)	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Mise en place de coffret électrique sur chaque palier de l'immeuble	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement (raccordement EU, eau et électricité)	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Balisage et protection de la zone d'intervention	TCE	TCE
Téléphone d'alerte Bureau (consignes et directives affichées)	TCE	TCE
Evacuation des déchets chaque jours à mesure de l'avancement	TCE	TCE

Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.



Secours

Poste de téléphone de 1er secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité. Les consignes d'alerte des secours seront affichées dans bureau de chantier et tous les chefs d'équipes de tous les corps d'état devront être équipés de téléphone portable. Une trousse de secours sera mise à disposition dans la base vie par le Lot 01 GROS OEUVRE



Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

<i>Nature de l'intervention</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène. Mise en place de poubelle avec couvercle à l'extérieur des réfectoires y compris enlèvement des déchets vers les bennes prévues à cet effet.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques
Envoi de mode opératoire pour l'intervention sur les matériaux contenant de l'Amiante	Inspection du Travail	Chaque entreprise Entreprise habilitée
Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique (Installation de la zone de cantonnement, mise en place des clôtures de chantier)	Services techniques ville de CHARLEVAL	Lot Gros Oeuvre
Autorisation administrative diverse	Service local Maître d'Ouvrage	Lot Gros Oeuvre

Article R4534-22

- Afin de prendre s'il y a lieu les mesures de sécurité appropriées et avant de commencer des travaux de terrassement, l'employeur s'informe auprès du service de voirie compétent dans le cas de travaux sur le domaine public ou auprès du propriétaire dans le cas de travaux sur le domaine privé :

1° De l'existence éventuelle de terres rapportées ;

2° De l'emplacement et de la nature des canalisations ou câbles souterrains pouvant se trouver dans la zone où les travaux seront entrepris ;

3° Des risques d'imprégnation du sous-sol par des émanations ou produits nocifs.

Important : Si les entreprises doivent intervenir sur un terrain privé, elles devront en plus des DICT faire une demande d'autorisation auprès du propriétaire et faire la demande de plan de récolement auprès des propriétaires concernés.



Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

Généralités

Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit, seul seront autorisés les véhicules de chantier et de société.

Les allées, et couloirs de circulation situées dans les bâtiments devront être éclairées, et rester libres pendant toute la durée du chantier.

Circulations des piétons

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux par le lot concerné par les travaux en extérieur.

Circulations des véhicules de chantier et de livraison

Il est rappelé à toutes les entreprises que les règles du code de la route s'applique sur les voies de circulation interne aux résidences. Il s'agira donc de limiter la vitesse, de respecter la signalisation et de donner la priorité aux véhicules de secours et aux ambulances.

Toutes les manœuvres de véhicules lourds devront être accompagnées par du personnel équipé assurant le guidage et la circulation.

Les déchargements de véhicules se feront dans des zones sécurisées et ne gênant pas la circulation. Ces zones de déchargement devront être définies sur le plan d'installation de chantier et seront impérativement respectées.

Important : L'accessibilité des cantonnements et de l'ensemble des bâtiments par les véhicules de sapeurs pompiers doit être assurée en permanence.

Circulations horizontales et verticales

Les escaliers, couloirs et allées de circulation existants devront être dégagés de tout matériel et matériaux.

L'évacuation des déchets générés par les démolitions et déposes sera gérée au fur et à mesure de l'avancement du chantier en laissant les zones de circulation acceptables.

L'ensemble des trémies créées par la dépose de gaines seront fermées par des platelages fixés mécaniquement.

Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. (Lors de l'intervention en façade et ou terrasse)

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier	Lot Gros Oeuvre
Mise en place d'accès provisoire au niveau des planchers	Le Lot Gros Oeuvre devra prévoir la mise en place d'accès sécurisée y compris protection collectives provisoires au niveau de chaque locaux. Les accès provisoires et protections collectives devront rester en place jusqu'à la pose des éléments définitifs prévus au l'entreprise générale.	Lot Gros Oeuvre
Aménagements des entrées dans le bâtiment	Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagées de manière à : - protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. Le coordonnateur SPS demande qu'il soit mis en place une galerie protégée si l'accès est trop proche d'une cage d'escalier ou sous les façades en construction	Lot Gros Oeuvre



Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
	- permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel	
Protection du cheminement des résidents et riverains lors des travaux sur le domaine public	<p>L'entreprise aura à sa charge la mise en place de déviation piétonne au droit des zones dites dangereuse.</p> <p>Les piétons devront être redirigés vers un cheminement protégé et balisé.</p> 	Lot Gros Oeuvre
Avertisseurs sonores et optiques sur engins de chantier et véhicules de transport	Les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.	Chaque entreprise
Manœuvres des engins et des véhicules avec visibilité réduite	Les manœuvres et évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées du guidage des opérateurs et de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation.	Chaque entreprise
<p>Franchissement de tranchée</p> 	<p>Pour les tranchées dont la largeur est supérieure à 40 cm, l'entreprise devra mettre en place des passerelles sécurisées</p>	Lot Gros Oeuvre
Traversé de chaussée, passage de route etc...	<p>L'entreprise aura à sa charge la mise en place de plaques métalliques de résistances appropriées au droit de chaque passage de route et de franchissement de tranchée par des engins.</p> <p>Pour les entrées piétonnes l'entreprise devra mettre en place des passerelles sécurisée munis de garde corps.</p> 	Lot Gros Oeuvre
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.	Lot Gros Oeuvre

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Aménagements des rampes d'accès	Les rampes seront réalisées en matériaux stables, et pour éviter leur détérioration par d'autres corps d'état (réseaux), des fourreaux seront positionnés en attente.	Lot Gros Oeuvre
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives : - Protection provisoire fixée en retrait sur l'embranchement ou sur palier - Protection définitive fixée sur le limon. <i>Ce principe concerne l'ensemble des gardes corps situés sur les balcons, au niveau des ouvertures en façade ou l'allège est inférieure à 1.00m, les murs rideaux fermants les circulations communes intérieures et les trémies d'escaliers intérieures.</i>	Lot Gros Oeuvre
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau de la couverture	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives : - Les protections collectives pour les travaux de couverture seront à mettre en place avant le démarrage des travaux. - Les protections collectives en toitures seront conservées jusqu'à l'achèvement des travaux de l'ensemble des corps d'états.	Lot Gros Oeuvre

CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

Généralités

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)

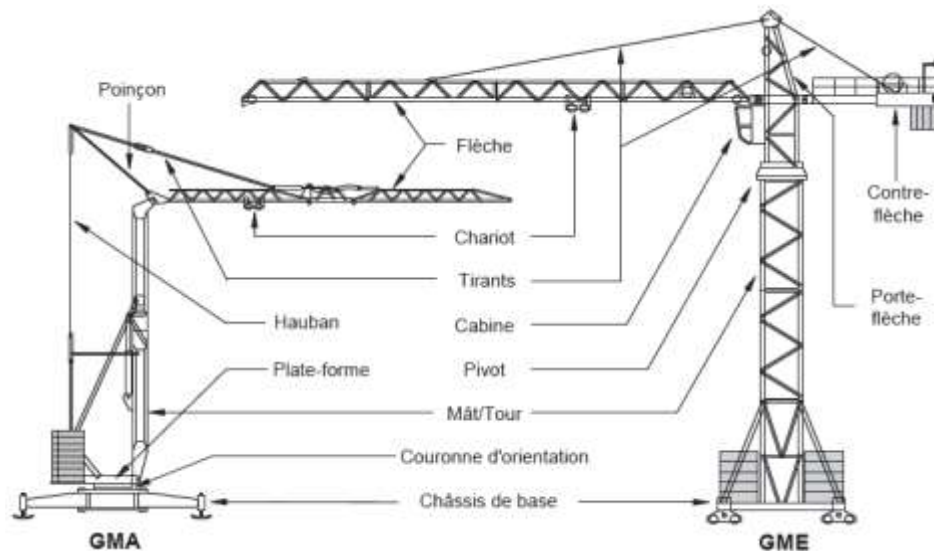
L'entreprise utilisatrice de grue à tour intégrera, en phase préparation de chantier, les dispositions énoncées dans la recommandation R. 406 de la CNAMTS (prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent).

Pour cela, elle se fera assister par un organisme compétent qui :

- déterminera l'existence d'un risque d'action particulière du vent sur la grue à tour due aux constructions environnantes, et à l'ouvrage à construire, ou à la topographie du site (examen environnemental du site suivant article R. 4323-46 du code du travail et la recommandation R. 406 de la CNAMTS) ;
- s'assurera de la stabilité des massifs ou de la voie de grue (avis de stabilité et inspection des ouvrages de fondation des grues suivant article R. 4323-29 du code du travail) ;
- vérifiera la conformité de la grue à tour aux prescriptions réglementaires d'une part, et aux dispositions particulières de la recommandation R 406 de la CNAMTS d'autre part, (vérification avant mise en service suivant arrêté du 1^{er} mars 2004).

Le rapport de l'organisme sera présenté au coordonnateur S.P.S. avant la mise en service de l'appareil.

Il y a lieu de prendre en compte des éventuelles prescriptions ou restrictions mentionnées dans l'arrêté de permis de construire.



Grues mobiles :

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

Nota : Dans le cas d'installation d'une GTMR avec les lests béton en pied de grue, la zone de giration de la grue devra être interdite d'accès par des clôtures de chantier.

Grues auxiliaires de chargement de véhicules :

La recommandation de la CNAMTS R. 390, «utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1^{er} mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises.	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise.	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	Les entreprises concernées

Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.



Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 25 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.).



Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

Chaque chef d'entreprise devra désigner un chef de manœuvre habilité pour les opérations de levage.

Le levage ne pourra s'effectuer qu'en présence de bonnes conditions climatiques.

Protection de l'ensemble de la zone de levage et d'approvisionnement pour interdire l'accès aux personnes non autorisées, par mise en place de barrières jointives de type police et d'une signalisation de sécurité.

Pour l'opération de chargement ou de déchargement les recettes seront aménagées conformément à l'article R. 4534-21 du code du travail.

Protection de l'ensemble de la zone de levage et d'approvisionnement pour interdire l'accès aux personnes non autorisées, par mise en place de barrières jointives de type police et d'une signalisation de sécurité.

Les opérations de montage et levage seront exécutées conformément aux articles R. 4534-95 à 102 du code du travail.

Interdiction de stationner et circuler sous la charge

Rappel des distances minimales de sécurité par rapport aux lignes électriques aériennes

Article R4534-108 du nouveau code du travail.

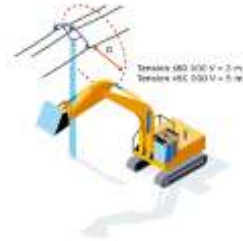
- L'employeur qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informe auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations. Au vu de ces informations, l'employeur s'assure qu'au cours de l'exécution des travaux les travailleurs ne sont pas susceptibles de s'approcher ou d'approcher les outils, appareils ou engins qu'ils utilisent, ou une partie quelconque des matériels et



matériaux qu'ils manutentionnent, à une distance dangereuse des pièces conductrices nues normalement sous tension, notamment, à une distance inférieure à :

1° **Trois mètres** pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions, en valeur efficace pour le courant alternatif, existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est **inférieure à 50 000 volts** ;

2° **Cinq mètres** pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions, en valeur efficace pour le courant alternatif, existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est **égale ou supérieure à 50 000 volts**.



APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier.	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier. L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés.	Tout corps d'état

Approvisionnement

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

Magasins

Les entreprises auront la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin devra être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises seront tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Les produits présentant un danger pour l'environnement en cas de déversement accidentel seront obligatoirement stockés au-dessus de bacs de rétention.

Il est précisé que tout stockage ou installation irrégulière pourra être évacué par une entreprise extérieure aux frais du contrevenant.

Stockage des bouteilles de gaz pour les travaux d'étanchéité.

Le stockage des bouteilles de gaz devra être réalisé sur une zone plane et stable et de manière générale dans des casiers. La zone devra être délimitée et balisée, et à proximité de la voirie principale d'accès au chantier de manière à faciliter le chargement et déchargement.

Stockage des hydrocarbures :

Le stockage des hydrocarbures doit se faire dans le respect de la réglementation et de l'environnement. Les citernes ou fûts seront à double enveloppe ou stockées sur des bacs étanches de rétention. Toute pollution accidentelle doit être signalée sans délai aux services compétents et au Maître d'Œuvre. (Lot concerné)

L'ENTREPRISE DOIT PREVOIR LES MOYENS APPROPRIES DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE.

Protection de l'environnement

Les engins de chantier doivent être en parfait état et sans fuite d'huile au moteur ou sur le système hydraulique.

En cas de fuite accidentelle, l'engin devra être arrêté immédiatement (mettre un bac de rétention si la fuite est importante).

Tenir dans les engins de chantier du produit absorbant. En répandre immédiatement en cas de fuite.

L'engin devra être réparé avant sa remise en service.

Sur les engins, l'entreprise doit prévoir les moyens appropriés de lutte contre l'incendie.

Les camions et engins de chantiers ne doivent pas exporter de la boue sur les voies publiques.

Le Lot 01 Gros Œuvre aura à sa charge les dispositions nécessaires à la limitation des émissions de poussière sur les voies de circulation et sur les différentes parties communes du chantier, par balayage et/ou arrosage.

Chaque entreprise doit les dispositions nécessaires à la limitation des émissions de poussière sur ses lieux de travail ainsi que pour les chargements sur camion (balayage, arrosage, bâchage, etc.).

CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

Evacuation des déchets

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Bennes à déchets	L'Lot Gros Oeuvre mettra à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes en quantité suffisante. Chaque entreprise assurera l'évacuation journalière des déchets de chantier jusqu'aux bennes à déchets <ul style="list-style-type: none">- Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment...)- Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés- Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centre de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, moquette...)	Tout corps d'état
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles seront remplacées autant de fois que nécessaire par les entreprises.	Lot Gros Oeuvre
Goulottes à gravats	Mise en place de goulottes pour évacuation des gravats des étages. L'évacuation des gravois par les trémies étant interdite	Lot Gros Oeuvre
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes mises en place par le lot 2 Gros Œuvre. Nota : En cas de non respect du tri sélectif, la ou les entreprises reconnues défaillantes se verront imputées le surcout de l'évacuation et du tri de la ou les bennes concernées.	Tout corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Rappel : Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'Lot Gros Oeuvre de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	Lot Gros Oeuvre



CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX

Matières et substances dangereuses

Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent (bois traités, pinceaux souillés, peinture...). Ils sont destinés aux centres d'enfouissement technique (CET) 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

Le traitement des déchets susceptibles de libérer des fibres d'amiante sera réalisé dans les conditions des articles R. 4412-121 à 124 du code du travail.

Les déchets d'amiante devront être évacués vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou vitrification avec bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA).

Pour les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes et ayant conservé leur intégrité relevant du Catalogue européen des déchets (CED) sous le code 17-05-03* du CED, il est aussi accordé une possibilité de les évacuer vers une filière d'élimination CET 2, installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

ORGANISATION DU CHANTIER

Les entreprises devront motiver leur personnel à la réduction des chutes et déchets produits.

Chaque entreprise présente sur le chantier assurera le nettoyage quotidien de ses zones de travail, l'amenée des déchets aux lieux de stockage prévus à cet effet **et le tri des déchets** selon la nature des déchets suivants, au fur et à mesure des besoins et en fonction des déchets produits et de leurs quantités :

Ces déchets sont collectés sur tout le chantier et principalement dans la base vie. Un groupement, principal ou secondaire, doit être prévu, abrité, sur la base vie.

Tout déchet non répertorié plus haut devra être trié et porté dans la benne adaptée au type de déchet dont il fait partie.

Signalétique

Le Responsable de l'Entreprise devra la mise en place de la signalisation sur la plate-forme de regroupement des déchets et d'affiches d'information à plusieurs endroits du chantier.

Chaque benne, chaque contenant sera identifié par un pictogramme représentant les matériaux à déposer.

La Maîtrise d'œuvre fournira au Responsable Entreprise, un support informatique comportant en format A4, les pictogrammes nécessaires au chantier ainsi qu'un modèle de bordereau de suivi des déchets inertes et des déchets industriels banals. Charge au responsable environnement de réaliser les éditions nécessaires.

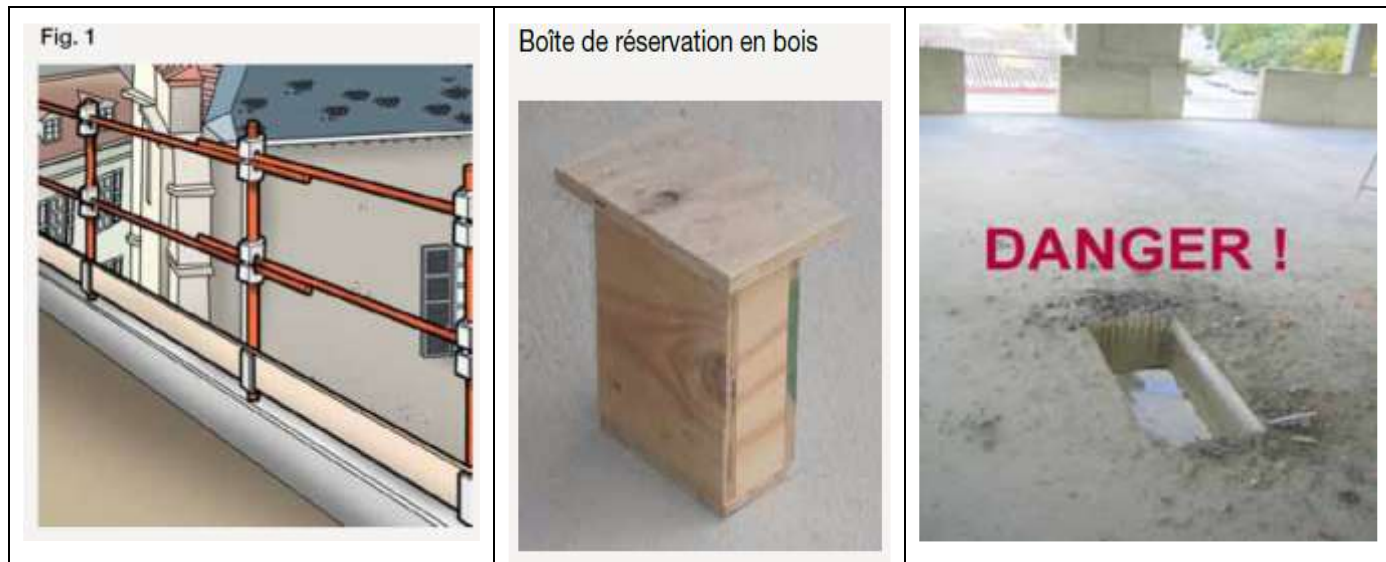
PROTECTIONS COLLECTIVES



Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne l'ensemble des zones présentant un risque de chute de hauteur.

Les protections collectives suivantes seront à la charge du Lot Gros Oeuvre

L'ensemble des trémies et réservations dont une dimension est supérieure à 0,80 m devra être protégés au moyen de garde corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm).

Dès que possible, les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
<p>Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords.</p> <p>Exemple : Plaques permettant la mise en place de lisses de garde corps $\phi 42$ dans les ouvertures de façade.</p> 	<p>Les protections collectives seront étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés.</p> <p>A cet effet le positionnement des garde corps provisoires devra permettre la mise en place des éléments définitifs, notamment pour la pose des menuiseries extérieures, murs rideaux, garde corps définitifs.</p> <p>Le garde corps devra être fixé en retrait de manière à permettre la pose des éléments sans dépose des protections provisoires.</p> 	Lot Gros Oeuvre
<p>Mise en place de protection collective provisoire au niveau des différents planchers collaborant</p>	<p>L'entreprise devra prévoir la mise en place de filets de sous face et garde corps périphériques au niveau de chaque zone de plancher collaborant.</p> <p>Les protections collectives devront rester en place jusqu'à la mise en place des garde corps définitifs.</p>	Lot Gros Oeuvre

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de couverture : Mise en place de garde corps rigide, et ou d'échafaudage de pied périphérique et filet de sous face sur l'ensemble des couvertures et terrasses avant le démarrage des travaux de couverture. Ce principe concerne le groupe scolaire neuf et les autres bâtiments à réhabiliter.	Les protections collectives seront conservées jusqu'à l'achèvement des travaux et ceux des autres corps d'état intervenant sur la toiture (ex : pose de lanternes, velux, antennes, ventilations).	Lot Gros Oeuvre
Travaux en hauteur en façade et couverture des bâtiments à réhabiliter.	<p>L'Lot Gros Oeuvre aura à sa charge la mise en place d'un échafaudage de pied conforme au décret 2004-924 et des garde corps de type rigides pour la réalisation des travaux de dépose de la cheminée existante et la réalisation des enduits en façade.</p> <p>Préalablement au montage, l'entreprise devra s'assurer du bon tenu du terrain, le remblai, nivellement et compactage au droit des zones à échafauder.</p> <p>Les échafaudages devront être monté par du personnel habilités, à l'issue du montage, ces derniers devront être réceptionnés et devront faire l'objet d'un procès verbal de conformité qui sera systématiquement transmis au Maître d'Ouvrage et au Coordinateur SPS.</p> <p>Des tunnels de protections seront mis en place au droit de chaque entrée et un cheminement sécurisé sera créé.</p> <p>L'échafaudage devra être arrimé à la façade, la fixation de l'échafaudage à la façade devra tenir compte de la mise en place d'un filet ou d'une bâche.</p> <p>Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie</p> <p>Utilisation d'une PEMP conduite par du personnel habilité</p>	Lot Gros Oeuvre
Travaux en hauteur Utilisation d'un échafaudage de pied, utilisation de nacelle, pose du plafond de revers, pose de la charpente et des menuiseries, ...	<p>Les entreprises titulaires des lots 2 et 5 auront à leur charge la mise en place d'un échafaudage de pied conforme au décret 2004-924 et des garde corps de type rigides pour la réalisation de la pose de la charpente, du bardage, revêtement de façade e et la réalisation des couvertures et étanchéité des bâtiments</p> <p>Préalablement au montage, l'entreprise devra s'assurer de la bonne tenu du terrain, le remblai, nivellement et compactage est à la charge de l'Lot Gros Oeuvre après la réalisation des fondations.</p> <p>Les échafaudages devront être monté par du personnel habilités, à l'issue du montage, ces derniers devront être réceptionnés et devront faire l'objet d'un procès verbal de conformité qui sera systématiquement transmis au Maître d'Ouvrage et au Coordinateur SPS.</p> <p>Des tunnels de protections seront mis en place au droit de chaque entrée et un cheminement sécurisé sera créé.</p> <p>L'échafaudage devra être arrimé à la façade, la fixation de l'échafaudage à la façade devra tenir compte de la mise en place d'un filet ou d'une bâche.</p> <p>Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie.</p> <p>Utilisation d'une PEMP conduite par du personnel habilité.</p>	Lot Gros Oeuvre

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de maçonnerie	<p>Préalablement au démarrage des travaux l'Lot Gros Oeuvre aura à sa charge la mise en place d'un balisage de sa zone d'intervention de manière à empêcher l'accès pendant la durée des travaux.</p> <p>Les travaux en hauteur seront à réaliser à l'échafaudage de pied monté par du personnel habilité et ou tout autre équipement assurant une sécurité au moins équivalente.</p> <p>Des protections de type « garde corps grimpants » seront à mettre en place afin d'éviter le montage de la maçonnerie face au vide.</p>	Lot Gros Oeuvre
Travaux de démolition, dépose d'ouvrages en béton ou métalliques diverses	<p>Préalablement au démarrage des travaux l'Lot Gros Oeuvre aura à sa charge la mise en place d'un balisage de sa zone d'intervention de manière à empêcher l'accès pendant la durée des travaux.</p> <p>L'entreprise devra réaliser un permis de feu avec le responsable de l'établissement et mettre en place un extincteur à proximité du poste de travail</p> <p>Des protections anti-poussière seront à prévoir au droit de la zone d'intervention. L'entreprise devra prévoir la mise en place d'un brumisateur le cas échéant (à faire valider par le Maître d'ouvrage en fonction du risque électrique).</p> <p>Les entreprises titulaires des lots 10 et 11 devront réaliser la consignation de l'ensemble des réseaux situés à proximité de la zone de démolition ou dépose avant toute intervention. Chaque réseaux consignés devra faire l'objet d'un procès verbal de consignation établie par l'entreprise concernée. Une Vérification d'Absence de Tension (VAT) devra être réalisée pour les réseaux électriques.</p>	Lot Gros Oeuvre
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	Tout corps d'état
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	La maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante.	Lot Gros Oeuvre

TRAVAIL EN HAUTEUR



Suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de faible hauteur	Des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	Tout corps d'état
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention.	Tout corps d'état
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement. Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie.	Tout corps d'état

Rappel de la réglementation Echafaudages

Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage doivent être effectués sous la direction d'une personne compétente, par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité adéquate et spécifique, conformément à l'article R. 233-13-31 du Code du travail et renouvelée pour tenir compte de l'évolution des Équipements (article R. 233-3).

Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage doivent être effectués sous la direction d'une personne compétente, par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité adéquate et spécifique, conformément à l'article R. 4323-69 du code du travail et renouvelée pour tenir compte de l'évolution des équipements (article R. 4323-3).

IMPORTANT :

Le montage, le démontage, la modification notable et l'exploitation des échafaudages de pied nécessite une technicité acquise par une formation spécifique tant sur le plan théorique que pratique. Les référentiels de compétences sont définis suivant 3 catégories dans les annexes de la R 408 :

- annexe 2 : la conception des échafaudages ;
- annexe 3 : le montage des échafaudages ;
- Annexe 4 : l'exploitation des échafaudages.

Le personnel chargé du montage, du démontage ou de la transformation d'un échafaudage doit en outre disposer de la notice ou du plan de montage et de démontage du fabricant et s'appuyer sur la note de calcul prévue par la notice, lorsque le montage envisagé correspond à celui prévu par le fabricant.

Dans le cas contraire, ou lorsqu'il n'existe pas de note de calcul, une personne compétente devra réaliser un calcul de résistance et de stabilité. Lorsque la configuration envisagée n'est pas prévue par la notice, une personne compétente devra établir un plan de montage, d'utilisation et de démontage de l'échafaudage.

Pour les échafaudages de hauteur supérieure à 24 m, un plan de montage, la justification de résistance et de stabilité par une note de calculs devront être obligatoirement établie par une personne compétente.

Tous ces documents sont conservés sur le lieu de travail.

Une protection appropriée contre les risques de chute de hauteur et de chute d'objet doit être assurée avant l'accès à un niveau supérieur d'un échafaudage lors de son montage, de son démontage ou de sa transformation (article R. 4323-71).

Les éléments à assembler sont constitués de matériaux d'une solidité et d'une résistance appropriée à leur emploi et vérifiés avant chaque montage (article R. 4323-72).

Les vérifications avant mise ou remise en service d'un échafaudage, ainsi que les vérifications journalières et semestrielles, doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, commentées par la circulaire DRT 2005/08 du 27 juin 2005.

L'installation des échafaudages doit respecter certaines règles visant leur stabilité, la visibilité de la charge admissible, les garde-corps, les planchers, les moyens d'accès, les zones d'accès limités.

Des règles particulières s'appliquent aux échafaudages fixes et roulants (articles R. 4323-73 à R. 4323-80).

DEFINITION :

Personne compétente : il est de la responsabilité de l'employeur de faire appel à une personne dont il s'est assuré de la compétence. Un moyen de répondre à cette exigence réglementaire est de se conformer à la recommandation R. 408. Dans le cas contraire, l'employeur doit être en mesure de fournir les éléments de référence qui lui ont permis d'apprécier la compétence des personnes concernées.

Pour tous les chantiers concernés par l'utilisation d'un échafaudage, le coordonnateur SPS demandera les attestations de compétence du personnel de l'entreprise, elles devront être jointes dans le PPSPS.



Respecter la notice du fabricant lors du montage et/ou démontage ainsi que l'exigence des recommandations selon le type d'échafaudage utilisé. Montage / démontage et/ou utilisation d'un échafaudage, le port des EPI est obligatoire. Le personnel participant au montage et/ou démontage d'un échafaudage doit-être formé, habilité par son employeur.

Selon les travaux à réaliser et l'environnement de l'opération, un bâchage de l'échafaudage est nécessaire. L'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires et utilisera afin d'exécuter ses travaux en sécurité



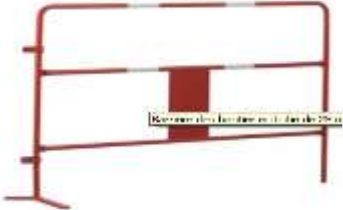


TRAVAUX DE DEMOLITION

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
<p>Travaux de démolition / Risque de chute de matériaux ou d'objets, bruit, émission de poussières, heurts d'engins</p> <p>Démolition de murs</p> <p>Dépose de faux plafonds, menuiseries intérieures, sols</p> <p>Percement d'ouvertures dans des voiles en béton armé</p> <p>Démolition au droit des bâtiments existants</p> <p>Reprise de mur de soutènement</p>	<p>L'Entrepreneur doit s'assurer que les parties des ouvrages à démolir ne comportent plus de réseaux sous tension, que les réseaux de gaz et d'eau ont été coupés et qu'il n'existe plus aucun risque pouvant résulter de fautes occasionnées sur les dits réseaux.</p> <p>Les travaux de démolition seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 60 à 73 du code du travail.</p> <p>L'Entrepreneur du présent corps d'état doit prendre toutes précautions pour ne pas causer de nuisance aux occupants du bâtiment et des immeubles avoisinants du fait du bruit, de la poussière, etc.</p> <p>Les protections appropriées, sont mises en place et maintenues aussi longtemps que nécessaire, de façon à exclure toute gêne aux occupants et personnels de chantier, tout risque de danger et de dégradation, dès lors que l'on travaille:</p> <p>Contre ou sur les mitoyens et patrimoines voisins.</p> <p>En limite de phase de travaux.</p> <p>En limite de circulation publique latérale et/ou inférieure.</p> <p>En limite d'ouvrages conservés.</p> <p>En limite de zones restant en exploitation.</p> <p>Les travaux de terrassements doivent être réalisés dans le respect du Code du Travail, 4e Partie, Livre V, Titre III, Chapitre 4 et plus particulièrement les articles R4534-60 à R4534-73 :</p> <p>Avant de commencer les travaux de démolition d'un ouvrage, l'entreprise vérifie la résistance et de la stabilité de chacune des parties de cet ouvrage, notamment des planchers. S'il y a lieu, des étalements sûrs sont mis en place ;</p> <p>La démolition des ouvrages en béton armé ou en matériaux précontraints, ainsi que la démolition des ouvrages soutenus par une charpente métallique, ne peut être accomplie que sous la direction de travailleurs ayant l'expérience des techniques particulières mises en œuvre pour la démolition de ces ouvrages ;</p> <p>Avant d'effectuer toutes démolitions et toute dépose de câbles, de canalisations et de conduits de fumée et autres réseaux, il doit s'assurer que ceux-ci ne sont plus en service ; dans le cas contraire, il doit en assurer le dévoiement.</p> <p>Il doit toutes les sujétions d'exécution concernant les précautions à prendre, de manière à éviter tous les dégâts aux constructions voisines et aux ouvrages conservés :</p> <p>Ébranlement / effondrement.</p> <p>Dégradations de toutes sortes.</p> <p>Fissurations.</p> <p>Dégâts des eaux.</p> <p>Etc.</p> <p>La démolition ne doit en aucun cas ébranler les parties conservées et les mitoyens.</p> <p>L'entrepreneur doit assurer la stabilité des constructions en cours de démolitions et poser tous les témoins nécessaires</p>	<p>Lot Gros Oeuvre</p>



Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
	<p>aux contrôles permanents de cette stabilité.</p> <p>Protection de l'ensemble de la zone de démolition pour interdire l'accès aux personnes non autorisées, par mise en place de barrières jointives de type pleine et d'une signalisation de sécurité.</p> <p>Dans le cas d'émission de poussières lors des travaux de démolition mise en place d'un système d'arrosage de la zone concernée.</p> <p>L'évacuation des déchets et gravats sera gérée à mesure de l'avancement. Les escaliers, couloirs et allées de circulations devront rester libre pendant la durée des travaux.</p> <p>Préalablement au démarrage des travaux l'entreprise devra s'assurer de la consignation de l'ensemble des fluides (gaz, électricité, eau etc...) auprès du Maître d'Ouvrage.</p> <p>Port des EPI adaptés aux risques générés.</p>	

TRAVAUX DE TERRASSEMENT / VRD

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Protections des fouilles 	<p>Dans la mesure du possible les fouilles devront être remblayées à mesure de l'avancement.</p> <p>Les fouilles restant ouvertes devront être protégées par des barrières de 1 mètre de haut liaisonnées entre-elles.</p> <p>Des panneaux retro-réfléchissant seront mis en place en amont et aval des tranchées.</p>	Lot Gros Oeuvre
Franchissement de tranchée 	<p>Pour les tranchées dont la largeur est supérieure à 40 cm, l'entreprise devra mettre en place des passerelles sécurisées notamment lors de la phase raccordement du bâtiment (intervention des concessionnaires)</p>	Lot Gros Oeuvre
Interventions sur regard de visite. 	<p>Le travail, sur ces ouvrages, consistant à retirer une protection collective, trappe ou une dalle, avant de les rehausser, l'entreprise aura à reconstituer cette protection collective dès son arrivée sur le site à l'aide :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un garde-corps si le personnel n'est pas amené à travailler dans l'ouvrage, - d'un garde-corps et de planchers de travail dans l'ouvrage si le personnel est amené à intervenir dans celui-ci <p>Le mode de pose et de dépose des protections mises en place sera développé dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise.</p>	Lot Gros Oeuvre
Travaux de pose de canalisations, réalisation du réseau sous dallage	<p>Les fouilles en tranchées exposent les salariés à des risques graves, et en particulier à des risques d'éboulement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans tous les cas pour une profondeur supérieure à 	Lot Gros Oeuvre

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>1.30 m et pour une largeur inférieure aux 2/3 de la hauteur</p> <ul style="list-style-type: none"> - suivant la nature et l'état du terrain <p>Le talutage des parois peut éviter l'utilisation de blindage, mais l'angle doit être défini en fonction de la nature du terrain, de sa cohésion et de sa teneur en eau.</p> <p>A défaut d'étude particulière, retenir un angle de 45°, soit au rapport de 1 pour 1.</p> <p>En fonction de la nature des travaux à réaliser, l'entrepreneur définira le mode d'étalement des fouilles adéquat.</p> <p>Pour le choix du matériel, il est recommandé d'obtenir des fabricants de blindage les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dimension et poids des différents éléments ; - résistance à la poussée des terres ; - mode d'emploi ; - Limites d'utilisation du matériel. <p>Pour les zones circulées, tenir compte des surcharges amenées par le déplacement des camions et engins à proximité de la fouille.</p> <p>En outre, l'entrepreneur déterminera le nombre de blindages nécessaires en fonction du chantier et s'assurera que les conditions de transport et de mise en place de ceux-ci sont compatibles avec les engins de transport et de manutention envisagés pour la réalisation du chantier.</p>	
Utilisation de lasers d'alignement	<p>Le laser d'alignement est un appareil qui émet une lumière amplifiée obtenue par l'émission stimulée d'un rayonnement électromagnétique.</p> <p>Il émet une lumière visible de couleur rouge très caractéristique.</p> <p>L'ensemble des personnes travaillant dans un chantier où un laser est utilisé doivent être informées des risques de lésion oculaires en cas d'exposition de l'œil afin qu'elles ne recherchent pas à fixer volontairement le rayonnement.</p> <p>Lors de l'utilisation de l'appareil, mettre en place le panneau normalisé signalant le fonctionnement du laser.</p> <p>Délimiter, et si possible interdire matériellement l'accès à la zone où une exposition accidentelle de l'œil est dangereuse. Celle-ci mesure environ 6.00 m dans l'axe du rayon.</p> <p>Ne pas manquer de former les nouveaux arrivants.</p>	Lot Gros Oeuvre
Traitement aux liants hydrauliques	<p>Les opérateurs devront utiliser des équipements de protection individuels (E.P.I) pour la protection des voies respiratoires et les yeux.</p> <p>Les travaux seront réalisés sans grand vent et sans situation de co-activité avec d'autres entreprises.</p> <p>Toutes les mesures seront prises pour limiter les nuisances sur l'environnement proche.</p>	Lot Gros Oeuvre
Travaux divers	<p>Certains travaux sont susceptibles d'engendrer des risques, tant au niveau du salarié qui les exécute que du personnel situé à proximité de la zone. Les entreprises proposeront pour chacun d'eux, dans leurs PPSPS des mesures préventives. Elles pourront s'appuyer en cela sur les fiches éditées par l'OPPBTP.</p> <p>Les travaux suivants seront développés dans les PPSPS par les entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réalisation et repli de balisages sous circulation ; 	Lot Gros Oeuvre



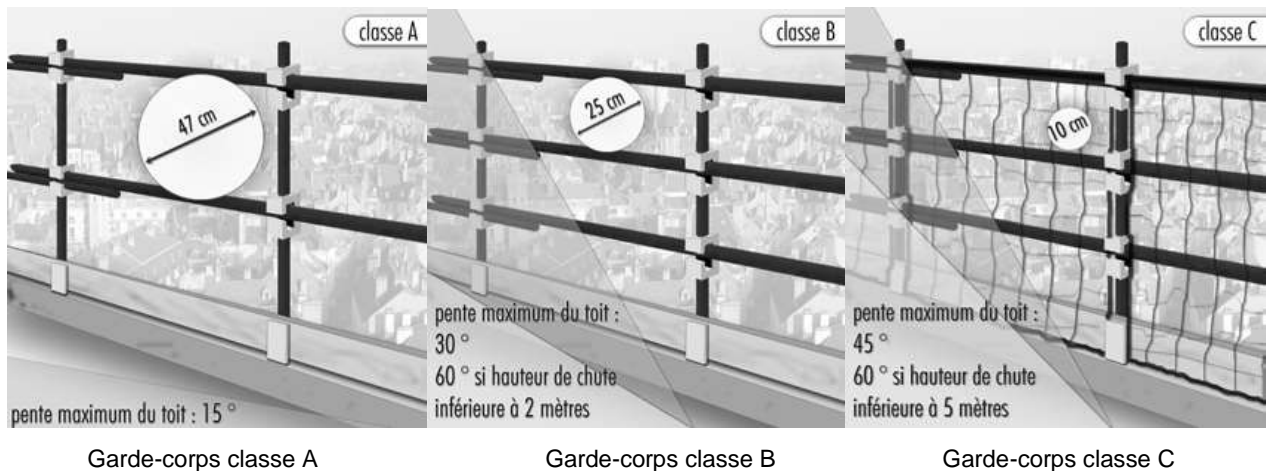
Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<ul style="list-style-type: none"> - travaux au voisinage de réseaux sous tension ; - pose et dépose de bordures ; - surélévation de regards ou de trémies ; - méthodologie de blindage ; - manutention des coques préfabriquées ; - pose et dépose de la signalisation routière. <p>Cette liste n'est pas exhaustive.</p>	
Engins de guerre	Lors des travaux d'infrastructure (décapage, terrassements,...) la découverte d'engins de guerre non explosés est à prendre en compte. Si tel était le cas, le chantier sera arrêté et la sécurité civile sera informée immédiatement.	Lot Gros Oeuvre

TRAVAIL SUR COUVERTURE ET TOITURE

La norme NF EN 13374 définit les caractéristiques de géométrie et de résistance des **garde-corps de Chantier** suivant 3 classes :

- Garde-corps périphériques de **classe A** : pour une inclinaison de la surface de travail avec une **pente Maximum de 15°**, la protection ne doit pas laisser passer une sphère de 470 mm de diamètre.
- Garde-corps périphériques de **classe B** : pour pentes de toiture jusqu'à 30° maximum sans limitation de Hauteur de chute ou pour une pente de 60° maximum pour une hauteur de chute inférieure à 2 mètres. La protection ne doit pas laisser passer **une sphère de 250 mm de diamètre**.

Garde-corps périphériques de **classe C** : pour des pentes de toiture jusqu'à 45° sans limitation de hauteur et 60° pour une hauteur de chute inférieure à 5 mètres. La protection ne doit pas laisser passer **une sphère de 100 mm de diamètre**.

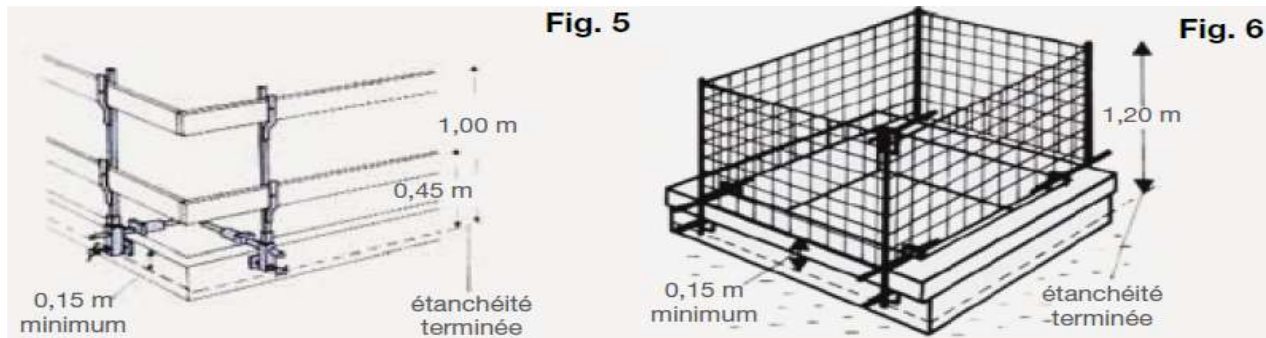


Lorsqu'il n'a pas été possible d'équiper les trémies de la structure définitive qu'elles sont destinées à accueillir (lanterneau, trappe d'accès, machine...), celles-ci doivent être pourvues d'un dispositif provisoire de protection spécifiquement destiné à interdire toute possibilité de chute de hauteur (proscrire toute solution improvisée qui pourrait masquer le risque).

D'une manière générale, les trémies comportant une costière en béton peuvent être équipées d'un garde-corps rigide. Cette solution est particulièrement adaptée aux trémies servant d'accès au personnel (**Fig. 5 et 6**).

La fixation des montants de garde-corps peut être assurée :

- Soit par des douilles métalliques scellées dans les costières en béton ;
- Soit par des dispositifs de serrage par vis se bloquant sur les costières



Platelage

En bois ou métallique, le platelage formant un panneau rigide doit être fixé pour empêcher son déplacement accidentel (**Fig. 8**).

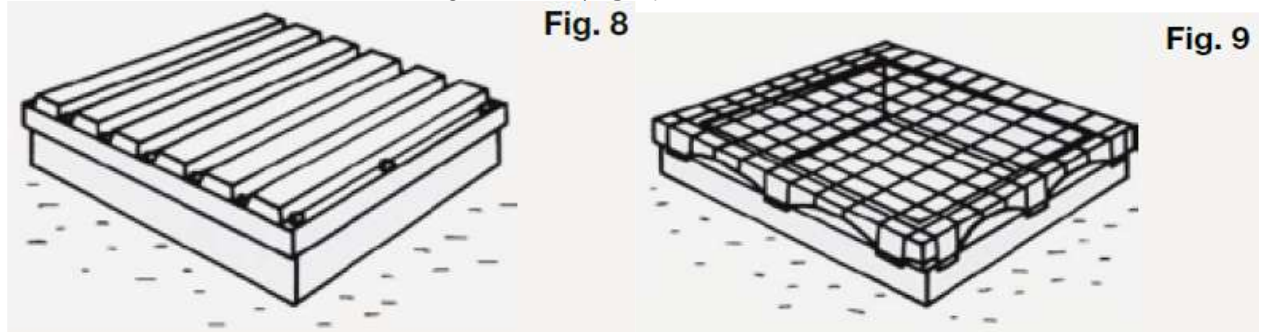
Lorsque le platelage repose sur une costière, les éléments de protection peuvent ne pas être jointifs (sans toutefois permettre la chute d'un travailleur) pour permettre l'éclairage du niveau inférieur. Dans ce cas, un polyane recouvrant la protection peut, si nécessaire, assurer l'étanchéité à la pluie.

Filets de sécurité

Les filets de sécurité, équipés d'une ralingue doivent être conformes à la norme NF EN 1263-1 de Février 2015. Les filets de sécurité protégeant les trémières lanterneaux peuvent être rapportés ou intégrés :

•• Rapportés

Dans ce cas, le filet est maintenu par la ralingue dans les angles et, si nécessaire, entre les angles, par des esses en acier rond d'un diamètre au moins égal à 6 mm (**Fig. 9**).



Garde-corps rigides

Pour être efficace, un garde-corps rigide doit être composé :

- d'une lisse située entre 1 m et 1,10 m de hauteur par rapport au plan de travail (étanchéité terminée),
- d'une sous-lisse située à mi-hauteur (**Fig. 1**),
- d'une plinthe de 0,10 à 0,15 m s'il n'existe pas d'acrotère pour remplir cette fonction.

Les lisses métalliques peuvent être remplacées par :

- Un panneau constitué d'une grille métallique dans un cadre rigide,
- Un filet de sécurité tendu dans un cadre rigide.

Garde-corps en filet

Le filet de sécurité inclus dans un tel garde-corps doit arrêter une personne (de masse 90 kg) se déplaçant en direction du dispositif de protection à une vitesse de 2 m/s (énergie d'essai de 180 j). Il doit avoir une durabilité de deux ans après mise en service, résister aux intempéries et aux UV, avoir une traçabilité (marquage, références, etc.), disposer d'une notice du fabricant, et comporter une ralingue périphérique.

Une norme française expérimentale est en cours d'élaboration au Bureau de Normalisation des Techniques et Équipements de la Construction du Bâtiment (BNTEC, fonctionnant sous l'égide de l'AFNOR).

TRAVAUX A L'INTERIEUR DU BATIMENT

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux par point chaud (soudure, meulage découpe etc...	<p>Lors de la réalisation de travaux par point chaud (travaux de soudure, découpe etc...), les entreprises auront à leurs charge :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise en place d'extincteur adapté à proximité du poste de travail, ainsi que la mise en place de couverture antifeu, écran pare étincelle ou tout autre équipement nécessaire à la réalisation des travaux en sécurité. - La rédaction d'un permis de feu auprès du responsable sécurité du site. - Une demande sera faite auprès du responsable sécurité afin de consigner la détection incendie. 	Les entreprises concernées
Intervention dans la cage d'escalier. (peinture, pose des appareils d'éclairage etc...)	Lors de la réalisation des travaux de peinture, appareillage électrique, raccordement des châssis de désenfumage etc... l'entreprise devra prévoir la mise en place d'une plateforme échafaudage adaptée à la configuration de l'escalier.	Les entreprises concernées
Travaux en hauteur dans les combles du groupes scolaires neuf	Les entreprises intervenants dans les combles auront à leurs charge la mise en place de protections collectives provisoires de type : plancher provisoire complet et ou munis de protection collectives.	Les entreprises concernées
Travaux de maçonnerie, enduit ciment, réalisation de plancher collaborant, bétonnage des planchers etc....	<p>Les travaux de maçonnerie seront exécutés à l'aide d'échafaudage de pied monté par du personnel habilité. La configuration de l'échafaudage devra permettre la réalisation de l'ensemble de ces travaux sans démontage des garde corps (exemple bétonnage des stepocks ou chainage).</p> <p>Lors de la réalisation des planchers en béton armé, (pose du bac collaborant, bétonnage etc...) l'entreprise devra prévoir la mise en place des gardes corps périphérique, filets de sous face et moyen d'accès avant le démarrage des travaux.</p> <p>Les protections collectives provisoires et les accès devront rester en place jusqu'à la pose des éléments définitifs de métallerie.</p>	Lot Gros Oeuvre
<p>Travaux de montage de cloisons, travaux d'électricité, travaux de plomberie, travaux de peinture.</p> <p>Travaux d'appareillage électrique dans les parties ateliers du bâtiment (hauteur d'intervention supérieure à 2.50m)</p>	<p>Lot Gros Oeuvre aura à sa charge la mise en place de coffret électrique de chantier.</p> <p>Les entreprises devront favoriser l'utilisation de matériels électroportatifs pour éviter le risque de chute de plain pied dû à la présence des rallonges électriques.</p> <p>Lors de la réalisation de travaux par point chaud (travaux de soudure, découpe etc...), les entreprises auront à leurs charge la mise en place d'extincteur adapté à proximité du poste de travail.</p> <p>Intervention de faible hauteur : plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.</p> <p>Hauteur > à 2,50 m : utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP) en fonction de la durée de son utilisation et des hauteurs d'intervention.</p> <p>Le personnel en charge de la conduite d'une PEMP possèdera l'autorisation de conduite de son employeur.</p> <p>Les entreprises devront chaque soir assurer un nettoyage soigné des zones d'interventions.</p>	Tout corps d'état







TRAVAUX EN HAUTEUR SUR FAÇADE


<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux en hauteur sur façade pour la pose des menuiseries extérieures.	La pose des menuiseries extérieures sera réalisée à l'aide de PIRL ou d'échafaudage roulant depuis l'intérieur des bâtiments. Dans le cas où l'allège serait inférieure à 1.00m, l'entreprise devra prévoir la mise en place d'un garde corps provisoire au niveau des ouvertures concernées.	Lot Gros Oeuvre
Travaux de montage de la maçonnerie Travaux de réalisation du ravalement et pose du revêtement de façade, enduit, peinture	Le montage de la maçonnerie sera réalisé à partir d'échafaudage de pied monté par du personnel habilité. L'entreprise devra prévoir des protections de type grimpante en façade afin de protéger les compagnons du risque, de chute de hauteur. Les travaux de ravalement seront réalisés à l'aide d'échafaudage de pied monté par du personnel habilité. L'échafaudage sera monté à distance inférieure à 20cm de la façade, dans le cas contraire il sera mis en place un garde corps coté façade. L'échafaudage devra être arrimé à la façade, la fixation de l'échafaudage à la façade devra tenir compte de la mise en place d'un filet ou d'une bâche. Des tunnels de protections seront mis en place au droit de chaque entrée et un cheminement sécurisé sera créé.	Lot Gros Oeuvre
Travaux en hauteur en façade	Les travaux en hauteur en façade seront réalisés à l'aide d'échafaudage de pied ou échafaudage roulant munis de stabilisateurs. Lors de l'intervention au dessus des entrées du bâtiment, l'entreprise devra balisée et empêcher l'accès ou des tunnels de protections seront mis en place au droit de chaque entrée et un cheminement sécurisé sera créé. La périphérie du bâtiment sera remblayée, nivelée, et compactée par l'Lot Gros Oeuvre . Les opérations de grutage ou de manutention lourdes seront réalisées sous la vigilance d'un chef de manœuvre et à l'aide de moyen de manutention adaptés	Lot couverture Lot Gros Oeuvre



TRAVAUX COMPORTANT LE RECOURS A DES APPAREILS DE LEVAGE

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
<p>Evacuation et approvisionnement des différents matériels et matériaux nécessaire à la réalisation des travaux.</p> <p>Mise en place des éléments préfabriqués béton, murs ossature bois, charpente, mise en place des CTA, pose des panneaux photovoltaïques etc....</p> <p>Risques liés à l'utilisation de l'appareil de levage : renversement ou retombée de charge</p> <div style="display: flex; flex-wrap: wrap;">     </div>	<p>En aucun cas il ne sera autorisé le survol en charge des bâtiments existants, et voiries internes du groupe scolaire.</p> <p>L'introduction d'appareils de levage autre que les grues à tour devront faire l'objet d'une demande spécifique auprès du MOA, MOE et CSPS.</p> <p>La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, pour l'utilisation de la grue mobile est applicable en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ; - les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES). <p>Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.</p> <p>Le levage ne pourra s'effectuer qu'en présence de bonnes conditions climatiques.</p> <p>Protection de l'ensemble de la zone de levage et d'approvisionnement pour interdire l'accès aux personnes non autorisées, par mise en place de barrières jointives de type police et d'une signalisation de sécurité.</p> <p>Pour l'opération de chargement ou de déchargement les recettes seront aménagées conformément à l'article R. 4534-21 du code du travail.</p> <p>L'opération de levage sera réalisée sous la vigilance d'un chef de manœuvre. Les opérations de grutage seront réalisées à l'aide de talkie walkie.</p> <p>Interdiction de stationner et circuler sous la charge.</p>	<p>Lot concerné</p>

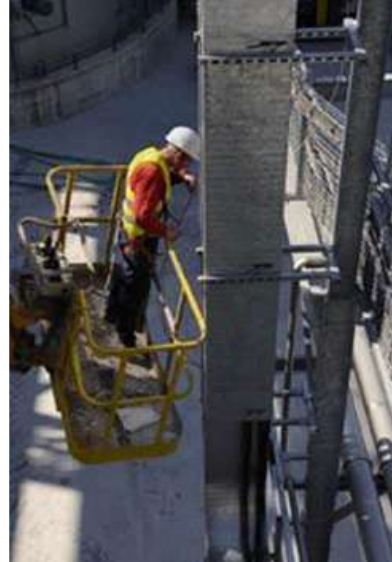
TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS AU CONTACT DE PIÈCES NUES SOUS TENSION SUPÉRIEURE À LA TBT ET TRAVAUX À PROXIMITÉ DE LIGNES ÉLECTRIQUES

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
 <p>Travaux d'électricité de mise hors tension d'une zone de travaux</p> <p>Relevés sur site (repérage des câbles)</p> <p>Relevés des champs</p> <p>Pose et fixation des câbles</p> <p>Travaux au voisinage d'armoire sous Tension</p> <p>Contrôle, tests des équipements, mise sous tension.</p> <p>Consignation et déconsignation électrique BT et HT</p> <p>/ Risque d'électrisation, Electrisation – Electrocutation Brûlures, court-circuit, flash Coupure, pincement</p> <p>Débranchement d'un fil Contacts direct - Electrocutation</p>	<p>Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques situées à l'intérieur des locaux seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 126 à 130 du code du travail.</p> <p>Les travaux de câblages et ou raccordement de réseaux électriques devra être réalisée par du personnel électricien habilité.</p> <p>Vérification obligatoire d'absence de tension de tous les départs.</p> <p>Lors de la consignation le port des gants isolant BT, tapis, casque de sécurité avec écran facial ou casque IDRA sont obligatoire.</p> <p>Port de chaussures de sécurité et vêtement de travail manches tombées obligatoire.</p> <p>Balisage de la zone de travail par panneaux ou banderoles.</p> <p>Mise en place écran nappage pour supprimer les zones de voisinage (contact direct).</p> <p>Port des EPI spécifiques aux travaux électriques.</p> <p>Port des lunettes UV, gants BT, tapis isolant, chaussures de sécurité. Le personnel doit être habilité UTE C18510.</p> <p>Pour intervenir dans les armoires, port obligatoire de gants isolants BT, casque de sécurité avec écran facial ou casque IDRA., casque de sécurité, tapis isolant ou tabouret.</p> <p>Les relevés s'effectuent en équipes de 2 personnes.</p>	<p>Lot Gros Œuvre</p> <p>Lot Electricité</p>

TRAVAUX EN HAUTEUR A REALISER A L'AIDE DE NACELLE

Le conducteur de PEMP doit être titulaire d'une autorisation de conduite. Cette autorisation est délivrée par l'employeur suite à une formation adaptée et sur la base des éléments suivants :

- un examen d'aptitude délivré par le médecin du travail,
- un contrôle des connaissances et des savoir-faire de l'opérateur pour la conduite en sécurité,
- la connaissance des lieux et des instructions à respecter sur ou les sites d'utilisation.



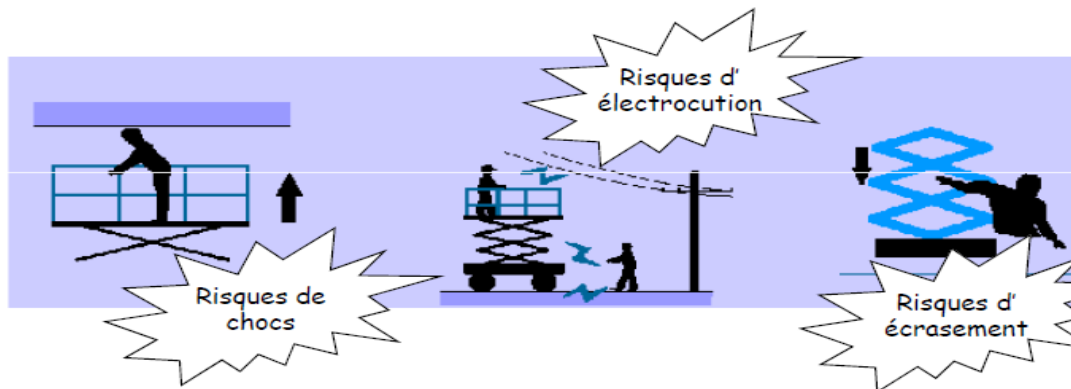
Principaux points à prendre en compte avant toute utilisation d'une nacelle ou plate-forme élévatrice

- Instructions et notices d'utilisation données par les constructeurs et devant être fournies au personnel (encadrement et opérateurs)
- Conditions d'accès à la zone d'intervention (largeur, hauteur et résistance des voies de circulation)
- Adéquation du matériel utilisé au cycle de travail à réaliser (nature des travaux, environnement intérieur ou extérieur, hauteur d'intervention, déport, charges ou matériaux stockés nécessaires à l'intervention, obstacles, présence de lignes électriques...)
- Conditions de visibilité devant être satisfaisantes durant l'ensemble de l'intervention
- Risques de heurt avec les piétons, les appareils ou engins environnants
- Conditions météorologiques (vitesse de vent en et hors service, effet de site éventuel...)
- Voies de circulation et zone de stationnement de l'appareil (résistance du sol, largeur au sol, hauteur de passage, pente, luminosité...)
- Caractéristiques des charges transportées nécessaires à l'intervention tenant compte du nombre de personnes autorisées

LES PRINCIPAUX RISQUES

2

Les risques



LES PRINCIPAUX RISQUES

2

Les risques

Distance de sécurité au voisinage d'une ligne haute tension :

- Pour les tensions < 50000 VOLTS = 3m
- Pour les tensions > 50000 VOLTS = 5 m

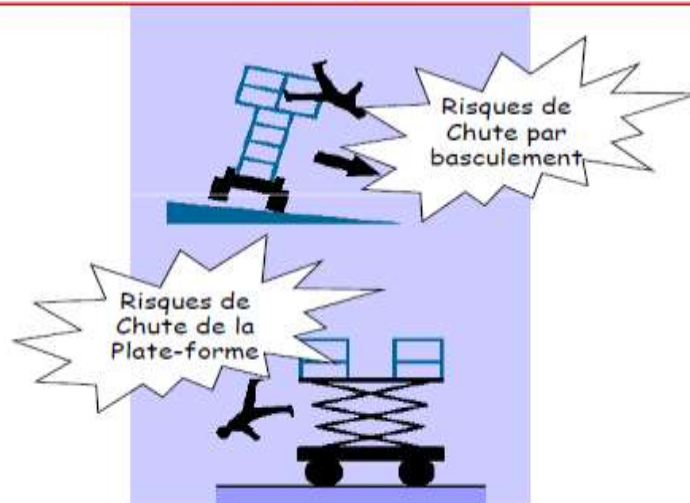
ATTENTION : si ces distances ne sont pas respectées il y aura amorçage.



LES RISQUES

2

Les risques



TRAVAUX DE TRAITEMENT DU PLOMB

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
<p>Travaux de retrait et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles contenant du plomb</p> <p>Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres ou poussière</p>	<p>L'entreprise effectuant le retrait du plomb devra :</p> <p>L'employeur est tenu d'organiser, en liaison avec le CHSCT ou, à défaut les délégués du personnel et avec le médecin du travail, une formation à la sécurité et une information, pour les travailleurs susceptibles d'être exposés à l'action d'agent cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction, dont le plomb fait partie.</p> <p>Formation et information sur les risques liés à cette exposition doivent être renouvelées périodiquement, et adaptées à l'évolution du risque (art.R.4412-38, R.4412-86, R.4412-93) .</p> <p>Une notice doit être adaptée à chaque poste de travail (art. R.4412-39)</p>	Lots concernés
Etablissement d'un mode opératoire	<p>L'entreprise établit un mode en précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La nature de l'intervention ; - Les matériaux concernés ; - Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ; - Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ; - Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ; - Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ; - Les procédures de gestion des déchets ; 	Lots concernés
Contrôle de l'exposition des travailleurs au plomb	<p>Les contrôles sont à la charge de l'entreprise et doivent être pratiqués par un organisme agréé par arrêté ministériel.</p> <p>Contrôle initial :</p> <p>Un contrôle initial doit être obligatoirement effectué. Il comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une mesure de la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb de l'air inhalé par un travailleur. Cette concentration ne doit pas dépasser 0.10 mg/m3 en moyenne pour 8 heures. En cas de travaux occasionnels, susceptibles de provoquer un dépassement de cette concentration limite, le médecin donne à l'employeur un avis sur les mesures destinées à assurer la protection des travailleurs. <p>Ce contrôle doit être renouvelé lors de la survenue d'un incident ou changement notable apporté aux installations ou au procédé de travail.</p> <p>Contrôle Ultérieurs :</p> <p>Des contrôles ultérieurs seront effectués selon des périodicités établies (avant chaque démontage des confinement) en fonction du niveau de concentration atteint et des valeurs de plombémie</p> <p>Modalités des contrôles atmosphériques :</p> <p>Les modalités des contrôles atmosphériques sont définies dans un document établi par l'employeur après avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou</p>	Lots concernés



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	à défaut des délégués du personnel, ainsi que du médecin du travail.	
Surveillance Médicale	<ul style="list-style-type: none"> Un travailleur ne peut être affecté à des travaux mettant en œuvre du plomb que s'il a fait l'objet d'un examen préalable par le médecin du travail, comprenant un examen clinique et une surveillance biologique, et si la fiche d'aptitude atteste qu'il ne présente pas de contre indication médicale à ces travaux (art. R.4412-44) Une surveillance médicale renforcée est assurée si l'exposition à une concentration plomb supérieure 0.05mg/m³ sur 8heures est constatée, ou lorsque le taux de plombémie dépasse 200 micro gramme/l pour les hommes et 100 micro gramme/l pour les femmes (art. R.4412-160) Une fiche d'exposition est établie pour chaque travailleur : <ul style="list-style-type: none"> Elle comprend les informations sur la nature du travail effectué, les dates et résultats des contrôles d'exposition (art .R.4412-40 à R.4412-43) 	Lots concernés
Hygiène	<p>Vestiaires : Deux vestiaires collectifs doivent être mis à la disposition du personnel, l'un « propre » et l'autre « sale », ils sont séparés par des douches (art. R.4412-156)</p> <p>Toilette : Des douches, associées aux vestiaires collectifs, sont à la disposition des travailleurs soumis au risque plomb. Les douches doivent être utilisées à chaque fois que les travailleurs retirent leurs vêtements de travail souillés par le plomb.</p> <p>Repas : La consommation de nourriture et de boisson ne doit s'effectuer que dans des zones non polluées et équipées d'installations sanitaires Pour rappel : il est interdit de boire, manger, fumer, priser et mâcher des gommes dans les locaux susceptibles de présenter des risques dus au plomb.</p> <p>Vêtements : Les vêtements de travail souillés par le plomb ne doivent pas être portés en dehors du lieu de travail. C'est l'entreprise qui en assure l'entretien et le lavage fréquent.</p>	Lots concernés
Protections collective et individuelle	<p>Généralités : Les travaux exposant au plomb doivent se faire en système clos et étanche. En cas d'impossibilité, les emplacements de travail doivent être équipés de moyens efficaces assurant l'évacuation des poussières, des fumées et des vapeurs de plomb (Aspiration à la source puis rejet après filtration) S'il est impossible d'assurer une ventilation efficace des lieux de travail, le personnel exposé doit porter un appareil de protection respiratoire. Si la durée des travaux ne doit pas excéder une journée, cette protection peut être également utilisée. Il doit être fourni à chaque travailleur exposé au plomb des gants en matière imperméable aux produits manipulés, des vêtements de protection, une coiffure et des bottes ou</p>	Lots concernés



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>chaussures de sécurité.</p> <p>Intervention milieu occupé :</p> <p>Des dispositions particulières doivent être prises lorsque des travaux favorisant le dégagement de poussières de plomb doivent être exécutés dans des lieux occupés.</p> <p>Isolation des pièces = sas de confinement</p> <p>Nettoyage des espaces d'intervention</p> <p>Ventilation = filtration</p> <p>Protection des voies respiratoire :</p> <p>Sur chantier, l'opérateur doit porter un appareil de protection respiratoire qui sera choisi en fonction des travaux et modes opératoires retenus, après analyse des risques.</p> <p>Nettoyage des lieux de travail :</p> <p>Les poussières seront captées à l'aide d'aspirateurs industriels munis de filtres type EU9 à EU14</p> <p>Les lavages seront effectués à l'aide :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'injecteurs-extracteurs, - De nettoyeurs à haute pression (Vigilance au niveau du brouillard pouvant contenir des poussières de plomb) - Eponges 	
Evacuation et Stockage des déchets	<p>Stockage</p> <p>Les déchets doivent être évacués de manière continue hors du lieu de production au minimum tous les soirs et si possible à mi journée. Ils seront stockés à proximité dans un local fermant à clef et emballés dans des sacs et récipients étanches étiquetés.</p> <p>Traitement des déchets</p> <ul style="list-style-type: none"> - En centre de traitement agréé pour les débris et poussières de plomb. - En installation de stockage de déchets non dangereux pour les éléments intégrés en bois ou métalliques, éléments en plâtre, revêtu de peinture au plomb, après ensachage. - En installation de stockage de déchets inertes pour les matériaux intègres (Pierre, briques, bloc de béton, sauf plâtre) revêtus de peinture au plomb avec teneur en plomb lixiviable inférieure à 0.5 mg/Kg - Les pots et récipient souillés, les EPI souillés hors service, les sacs des systèmes d'aspiration, les filtres des systèmes d'aspiration d'air, les chiffons souillés, les protections des sols et bâches de confinement seront évacués en installation de stockage de déchets dangereux. 	Lots concernés

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
<p>Installation d'hygiène spécifique pour les interventions sur les peintures au plomb</p> <p>Mesures d'hygiène générales (extrait du guide de l'INRS ED 909)</p> 	<p>Article R. 4412-156</p> <p>Les travailleurs exposés au plomb ou à ses composés doivent disposer de deux locaux aménagés en vestiaires collectifs situés près de la sortie de l'établissement, le premier étant exclusivement réservé au rangement des vêtements de ville et le second au rangement des vêtements de travail, ainsi que de douches assurant la communication entre les deux vestiaires.</p> <p>Article R. 4412-157</p> <p>L'employeur veille à ce que les travailleurs exposés n'accèdent au second vestiaire qu'après avoir déposé dans le premier leurs vêtements de ville et ne pénètrent dans ce dernier, postérieurement à toute intervention les exposant au plomb et à ses composés, qu'après leur passage dans les installations de douches.</p> <p>Article R. 4412-158</p> <p>L'employeur veille à ce que les travailleurs ne mangent pas et ne fument pas en vêtement de travail. Les travailleurs doivent manger en vêtement de ville ou porter une combinaison jetable, fournie par l'employeur.</p> <p>Article R. 4412-159</p> <p>Lorsque le lavage des vêtements de travail est effectué par une entreprise extérieure, ces vêtements sont transportés dans des récipients</p> <p>Afin d'éviter toute contamination, ne pas manger, boire, fumer et mâcher de la gomme sur les lieux de travail.</p> <p>Après le travail et avant chaque repas</p> <ul style="list-style-type: none"> Retirer les vêtements de travail et les autres équipements de protection. Mettre les vêtements et équipements jetables dans des sacs à déchets réservés à cet effet. Ne pas apporter de vêtements de travail souillés au domicile ; le nettoyage des vêtements non jetables est assuré par l'entreprise. Nettoyer soigneusement avec du savon toutes les parties du corps non protégées (en particulier la figure), se rincer la bouche, se brosser les mains et surtout les ongles. En plus, en fin de journée de travail : prendre une douche avant de quitter le chantier. <p>Avant chaque pause « toilettes », « boisson »...</p> <p>Nettoyer soigneusement avec du savon toutes les parties du corps non protégées (en particulier la figure), se rincer la bouche, se brosser les mains et surtout les ongles, et particulièrement en cas de consommation de tabac.</p> <p>Aménagement et utilisation de locaux pour les opérateurs</p> <p>Mettre à disposition des opérateurs sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> un point d'eau équipé de savon et de brosses à ongles, une douche équipée : cabine pouvant être fermée, avec espace de déshabillage et patère, caillebotis au sol, eau à température réglable, chauffage, aération..., un local avec des armoires vestiaires à deux compartiments distincts (vêtements de travail, vêtements de ville), des toilettes, un local à usage de réfectoire. 	<p>Lots concernés</p>

INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER

Pour chaque phase (construction neuve et bâtiments à réhabilités) L'Lot Gros Oeuvre assurera le branchement depuis le réseau public et la pose du tableau général du chantier.

Depuis ce tableau seront réalisés par l'Lot Gros Oeuvre :

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- la mise en place de coffrets électriques de chantier
- l'installation d'éclairage des circulations intérieures et extérieures du chantier.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Installation de distribution électrique intérieure	Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment. L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.	Lot Gros Oeuvre
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : <ul style="list-style-type: none"> - Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF ; - Enrouleurs électrique conforme à la réglementation en vigueur ; - Prises de protection IP 447 incassables ; - Baladeuses conformes à la réglementation en vigueur ; - Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection. 	Tout corps d'état
Installation d'éclairage de chantier	Seront éclairés les parties du chantier à usage commun : <ul style="list-style-type: none"> - les cheminements et circulations extérieurs ; - les circulations intérieures. 	Lot Gros Oeuvre
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	Tout corps d'état
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit.	Tout corps d'état
Contrôle des installations électriques de chantier	Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle. Un exemplaire du rapport de conformité au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 devra être tenu à disposition sur le chantier.	Lot Gros Oeuvre

MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches. Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.	Tout corps d'état
Travaux en site occupé	Aucune intervention ne devra avoir lieu en dehors des clôtures de chantier. Les zones de travaux devront impérativement être isolées par des clôtures de chantier (travaux en extérieur) et ou des palissades de chantier pour toute intervention dans les bâtiments existants. L'entreprise générale aura à sa charge la mise en place des clôtures et palissades de chantier. Il appartiendra aux entreprises concernées de compléter cette protection en fonction du risque exporté.	Tout corps d'état
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assurera l'entretien et le démontage.	Lot concerné
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.	Lot concerné
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Lot concerné
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	Lot concerné
Opération de levage (installation des grues à tour, introduction d'une grue automotrice etc...)	Les entreprises sont informées que le site restera en activité pendant la durée des travaux. Le survol en charge au dessus des bâtiments ou hors emprise de chantier sera strictement interdit Nota : Dans le cas d'installation d'une GTMR avec les lests béton en pied de grue, la zone de giration de la grue devra être interdite d'accès par des clôtures de chantier. Pour la zone où la visibilité du grutier est réduite, la manœuvre sera réalisée au moyen de radio. Dans le cas de levage par une grue automotrice, l'entreprise devra s'assurer de la portance du terrain, des plaques de répartitions devront être mise en place sous les patins de l'engin.	Lot concerné
Stationnement et circulation à l'intérieur et aux abords du chantier	Les voies de circulation et les zones de stationnement sont représentées sur le Plan de Principe d'Installation Chantier. L'entretien courant des voies de circulation dans l'emprise du chantier est à la charge de générale. Toute remise en état suite à dégradation importante est à la charge de l'entreprise responsable des dégradations. Des panneaux de signalisation, balisages, déviation piétonnes seront à mettre en place afin de séparer les flux dans et aux abords du chantier (y compris entretien et dépose en fin de chantier)	Lot concerné



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>Il est rappelé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La vitesse maximale de circulation est de 15km/h sur les voies du chantier • Il est obligatoire de respecter les panneaux de signalisations et du code de la route à l'intérieur du chantier • Les feux de croisement doivent être allumés avant de pénétrer sur le site et pour tout déplacement • Tout stationnement à moins de 2 m d'un transformateur électrique est interdit 	
Travaux de façade	<p>Afin de permettre la mise en place d'un échafaudage ou la circulation des nacelles permettant les travaux de façade, l'entrepreneur du lot VRD préalablement à l'intervention des entreprises réalisant ces travaux, devra assurer le nivellement et les compactages des abords de façades sur toute la périphérie du bâtiment, où la nature du terrain le nécessite dans le cadre de la réalisation de la surlargeur périphérique autour du bâtiment.</p> <p>Nota : La remise en état du terrain sera à la charge de l'Lot Gros Oeuvre après la réalisation des fondations.</p>	Lot Gros Oeuvre
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	<p>Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées.</p> <p>En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.</p> <p>L'entreprise concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier.</p> <p>L'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.</p>	Lot concerné

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés à proximité immédiate d'un groupe scolaire qui restera en activité et à proximité de lieux habités et fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Horaires de chantier imposés

Les horaires de déroulement de chantier seront définis par le Maître d'Ouvrage.

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

SITE EN EXPLOITATION

Pour des travaux de réhabilitation dans un établissement en activité, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité.

Risque incendie

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.



Lors de la réalisation de travaux par point chaud (travaux de soudure, découpe etc...), les entreprises auront à leurs charge :

- **La mise en place d'extincteur adapté à proximité du poste de travail, ainsi que la mise en place de couverture anti-feu, écran pare étincelle ou tout autre équipement nécessaire à la réalisation des travaux en sécurité.**
- **Une demande sera faite auprès du responsable sécurité afin de consigner la détection incendie.**

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.

Les feux sont strictement interdits sur le chantier.



Tabac

Les locaux sont non fumeurs



EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

NETTOYAGE DU CHANTIER

Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets seront installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **paragraphe conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC.
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions devront être nettoyées au jet d'eau avant de sortir du chantier.
- Un lave roues pourra être installé en limite de chantier sur demande du coordonnateur SPS.

DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

Organisation du chantier

Les entreprises devront motiver leur personnel à la réduction des chutes et déchets produits.

Chaque entreprise présente sur le chantier assurera le nettoyage quotidien de ses zones de travail, l'amenée des déchets aux lieux de stockage prévus à cet effet **et le tri des déchets** selon la nature des déchets suivants, au fur et à mesure des besoins et en fonction des déchets produits et de leurs quantités :

Déchets inertes

Bennes « matériaux inertes » pour matériaux tels que :

- Terres et matériaux de terrassement non pollués
- Base ciment, mortier et béton
- Pierres, parpaings, terre cuite, céramiques, carrelages ...
- Verre ordinaire
- Matériaux bitumineux sans goudron
- Déchets en mélange ne contenant que des inertes

Ces déchets inertes seront dirigés vers des installations de recyclage ou vers des centres de stockage de classe III.

Déchets Industriels Banals (DIB)

Bennes pour déchets tels que :

- Bois n'ayant pas subi de traitement avec des sels ou oxydes de métaux lourds ou créosote
- Matières plastiques, PVC, caoutchouc, polystyrène, textiles et moquettes
- Laine de verre, laine de roche (si pas de possibilité en classe III)
- Déchets en mélange ne contenant pas de déchets dangereux
- Emballages non souillés et non valorisables

Ces déchets seront triés par nature et dirigés vers des centres de recyclage, d'incinération. Les déchets non valorisables seront dirigés vers des centres de stockage de classe II.

Métaux :

Bennes pour ferrailles :

- Alliages divers, fonte, acier
- Fer à béton, treillis soudé, armatures
- Aluminium, zinc, inox et cuivre



Ces déchets seront dirigés vers des installations de recyclage et valorisés

Bois et palettes

Une zone de stockage pour le bois et les palettes sera aménagée par l'entreprise titulaire du marché. Les palettes seront récupérées puis valorisées auprès d'une société de récupération spécialisée. Le bois sera évacué et suivant les filières choisies, il sera valorisé ou éliminé.

Cartouches

Les cartouches en plastique pour joints siliconés, d'étanchéité et autres, seront déposées dans des fûts de 200 l (métalliques ou plastiques) disposés sur la plate-forme de regroupement des bennes et à chaque étage dans le bâtiment. Ces déchets ainsi stockés ne devront pas comporter de produits toxiques. Les cartouches portant un logo indiquant leur toxicité font partie des Déchets dangereux. Elles doivent être traitées comme telles.

Plâtre

Bennes plâtre pour :

- Cloisons à base de plâtre
- Carreaux de plâtre
- Tous les matériaux à base de plâtre et/ou de gypse

En l'absence de filière de valorisation, ces déchets seront dirigés vers une classe II.

Papier – Cartons

Une benne sera installée, en phase de réalisation du second œuvre pour le stockage des cartons et papiers cartons non souillés.

Ces déchets seront récupérés puis valorisés auprès de société de récupération.

Déchets dangereux

Un conteneur étanche de 5 m3 minimum pourra être installé pour recevoir les déchets industriels spéciaux (DIS). Ces déchets confiés à des éliminateurs agréés pour l'incinération des produits dangereux seront obligatoirement accompagnés d'un bordereau administratif obligatoire (BSDI)

Nota :

Pour certains déchets particuliers, par exemple DIS ou déchets à base de plâtre ou autres, il pourra être laissé la possibilité à l'entreprise titulaire du marché de gérer ses déchets individuellement, sous réserve de justifier d'une filière d'élimination réglementaire. Une telle disposition devra figurer au SOGED.

Déchets organiques

Les déchets d'origine alimentaire dus à la présence des personnels sur le chantier feront l'objet d'une collecte sélective à savoir :

- Verre alimentaire

Conteneur type collecte municipale du verre, collecte municipale après accord de la Ville.

- Déchets Ménagers : déchets alimentaires uniquement

Il peut être fait appel à la collecte municipale après accord de la Ville.

Ces déchets sont collectés sur tout le chantier et principalement dans la base vie. Un groupement, principal ou secondaire, doit être prévu, abrité, sur la base vie.

Tout déchet non répertorié plus haut devra être trié et porté dans la benne adaptée au type de déchet dont il fait partie.

Signalétique

Le Responsable de l'Entreprise devra la mise en place de la signalisation sur la plate-forme de regroupement des déchets et d'affiches d'information à plusieurs endroits du chantier.

Chaque benne, chaque contenant sera identifié par un pictogramme représentant les matériaux à déposer.

La Maîtrise d'œuvre fournira au Responsable Entreprise, un support informatique comportant en format A4, les pictogrammes nécessaires au chantier ainsi qu'un modèle de bordereau de suivi des déchets inertes et des déchets industriels banals. Charge au responsable environnement de réaliser les éditions nécessaires.

Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif des premiers secours sur le chantier sera d'organiser les secours rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112

en donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER, Rénovation hall ferroviaire à CHARLEVAL .
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.



SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.



INFIRMERIE

Une infirmerie est installée dès que l'effectif du personnel sur le chantier atteint 200 personnes.

1 infirmier est requis pour un effectif de 200 à 800 salariés, et 1 infirmier de plus par tranches de 600 salariés.

L'équipement de l'infirmerie est à déterminer en accord avec le médecin du travail.



DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;
- travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;



L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

RISQUE INCENDIE

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.



Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ; - Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros œuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ; - Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie. - Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ; - Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ; - Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ; - Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ; - Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1 - art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76 - art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94 - art. L.4531-1 à L. 4531-18 - art. R. 4532-38 - art. R. 4532-95

VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</p> <p>Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.</p> <p>Un imprimé modèle de demande de rendez-vous pour une VIC est joint en annexe au présent P.G.C.</p> <p>Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<ul style="list-style-type: none"> - les consignes à observer et à transmettre ; - les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>		

ETABLISSEMENT D'UN PPSPS

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des autres entreprises, du chantier et de son environnement ; - de l'entreprise sur les autres intervenants ; - de l'entreprise sur ses propres salariés. 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

DIFFUSION DES PPSPS

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire dématérialisé est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p>M. Laurent ROULLAND (CSPS Réalisation) Laurent.roulland@dekra.com</p> <p>DEKRA Industrial ACT CSPS NORMANDIE 39, rue Raymond Aron 76137 MONT ST AIGNAN CEDEX</p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1^{ère} catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT / CRAM et à l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ; • pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003. 	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71



OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.</p> <p>Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.</p> <p>Le Maître d'Œuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.</p>	<p>Coordonnateur SPS</p> <p>Maître d'Œuvre</p>	Articles R. 4532-13

HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'œuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p>	Coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-48

MISE A JOUR DU PGC

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'œuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.</p> <p>La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie).</p>	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-47 et 48



SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité. Ce document pourra être son propre PPSPS. A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS. Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS. Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).	Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage	Article R. 4532-60

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1^{er} janvier 1997.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2

TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-4, L. 3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.



PRET DE MAIN D'OEUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

Annexe(s)

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage



ANNEXE 1
LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES
DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
LOT 01 - DEMOLITION - GROS OEUVRE	T			
LOT 02 - TRAITEMENT DES FACADES	T			
LOT 03 - CHARPENTE BOIS & METALLIQUE	T			
LOT 04 - COUVERTURE - ZINGUERIE	T			
LOT 05 - MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINUM	T			
LOT 06 - ISOLATION / DOUBLAGE / CLOISONS / FAUX PLAFONDS	T			
LOT 07 - MENUISERIES INTERIEURES	T			
LOT 08 - REVETEMENTS DE SOLS / MURAUX	T			
LOT 09 - PEINTURE	T			



<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
LOT 10 - ELECTRICITE CF / CF	T			
LOT 11 - PLOMBERIE / CHAUFFAGE / VENTILATION	T			
LOT 12 - VRD AMENAGEMENTS EXTERIEURS	T			

